



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

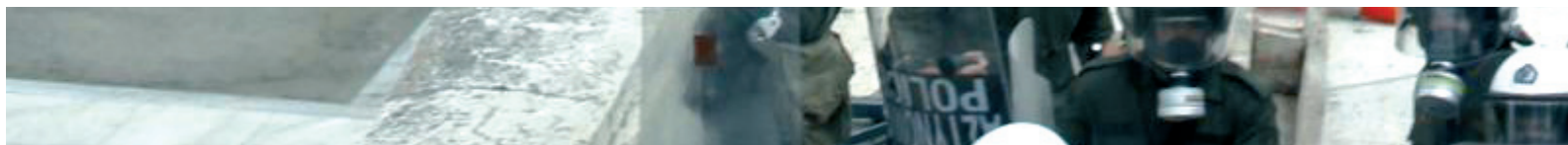
ISSN 0026-9433

« Nous voici, morts de toujours, qui mourrons à nouveau,
mais pour vivre, cette fois. » Sous-commandant Marcos

N° 1661

du 23 au 29 février 2012

Contre leurs politiques d'austérité



Résistance



M 02137 - 1661 - F: 2,50 €



Editorial



On en cause dans les étranges lucarnes mais pas dans les supports papier qui paraissent encore. De quoi? D'Arcelor Mittal, étrange entreprise où le chômage partiel fleurit tous azimuts, mais pas à tous les échelons de la hiérarchie interne! Un dessin à la une du quotidien hexagonal du soir daté de ce lundi était éloquent: droite et gauche se détournent du problème social avant de se repasser la patate chaude. À moins que l'épouse emblématique du locataire actuel de l'Élysée ne sorte une solution miracle de son chapeau magique? De toute façon, comme l'avait déclaré Lionel Jospin, «l'État ne peut pas tout»! Du côté des syndicats, on s'empêtre dans le soutien aux oppositions à la pérennisation de la majorité actuelle. Mais d'autres opinions et sensibilités politiques à la tête de l'État, on le sait déjà, ne changent rien à l'affaire. En France, le patronat de la métallurgie, héritier des maîtres des forges, s'il brade à tout va, a toujours le soutien du Medef! La déclaration commune des organisations syndicales allemande et françaises (IG Metall, FGMM-CFDT, FO métaux, FTM-CGT), qui exige une «nouvelle orientation de la stratégie Europe 2020 du point de vue de la qualité de l'emploi, de la cohésion sociale et du développement durable», sera-t-elle un nouveau coup d'épée dans l'eau? On en a peur! Rappelons aussi que Xavier Mathieu, «leader» des Conti, a été condamné en appel. Nouvel avatar de la criminalisation de l'action syndicale. Dans la même arborescence, des projets se font jour dans les instances décisionnelles à propos de la «nouvelle carte d'identité». En bref, il s'agit d'un bras de fer entre le Sénat, de gauche, et l'Assemblée nationale, de droite, au sujet de la biométrisation du pays. Et nous toutes et tous dans ce pataquès? Continuons à nous faire entendre, périodes électorales ou pas.

Sommaire

Actualité

- L'Europe du Sud en colère**, par R. Pino, page 3
- Météo syndicale**, par T. Impétueux, page 5
- Chronique néphrétique**, par Rodkol, page 5
- Les brèves, le strip**, page 6
- Nouvelles des fronts sociaux**, Hugues, page 7
- Les briseurs de grève**, par G. Goutte, page 8
- La CGT et l'autonomie syndicale**, par J.-P. Germain, page 8
- Qui sont les Anonymous?**, par Bali, page 9
- Contre le gaz de schiste**, par Rebellyon, page 10
- Trois discours pour manipuler**, par Michel, page 11
- Convergence des luttes à Rouen**, par V. Benito, page 12

Arguments

- Témoignages sur les CRA**, par divers, page 14
- Bonheur et croissance**, par J.-P. Tertrais, page 16

International

- Femmes d'Israël en désobéissance**, par Divers, page 18

Culture

- Esthétique et anarchisme**, par Pierre, page 19

Mouvement

- Un Monde libertaire gratuit**, page 20
- Les conférences de Saint-Imier**, page 21
- Radio libertaire**, page 22
- Agenda**, page 23

Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Europe du Sud

Les peuples contre la finance



Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

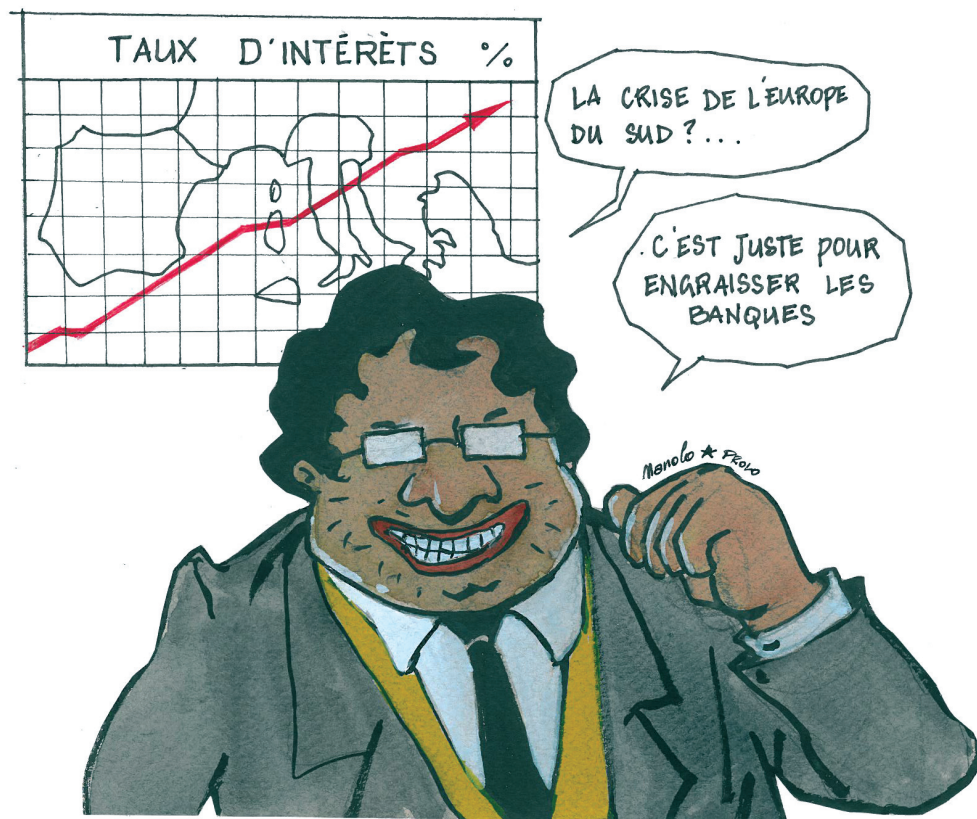
EN EUROPE, les plans d'austérité se succèdent, votés par les «représentants» des peuples, mais rejetés par ces mêmes peuples qui décident ne veulent pas comprendre qu'il s'agit de les sauver. La contestation est montée d'un cran dans trois pays du sud : Grèce, Portugal et Espagne. En Grèce, les rassemblements devant le Parlement sont devenus habituels et se transforment la plupart du temps en affrontements extrêmement violents avec les forces policières, comme on a pu le voir ces dernières semaines. Il faut reconnaître qu'en matière d'austérité, le peuple grec a été largement servi ; un énième plan de rigueur prévoit une réduction de 22 % du salaire minimum garanti ainsi que des coupes dans les pensions de retraite, sans oublier évidemment de nouvelles suppressions d'emplois dans la fonction publique. Autant de décisions jugées «douloureuses, arrachées au gouvernement par ses créanciers» : il ne s'agit pas d'une déclaration d'un opposant radical mais du secrétaire d'État au Travail, Iannis Koutzoukos, qui a présenté sa démission pour protester contre ces mesures imposées par ces créanciers, c'est-à-dire la troïka Union européenne-BCE-FMI. Ça n'a pas empêché le Parlement grec aux ordres de cette troïka d'adopter ces mesures douloureuses, par crainte qu'un refus ne provoque un «chaos économique et une explosion sociale». Pour

ce qui est d'une explosion sociale, les parlementaires n'avaient qu'à regarder par la fenêtre pour voir ce que pensait d'eux ce peuple qu'ils sont censés représenter : 100 000 manifestants à Athènes exprimant leur colère et leur rejet des nouvelles mesures votées pour «leur bien».

On reste dans le sud, mais on part au Portugal où les mêmes causes produisent les mêmes effets : à Lisbonne, la plus grande manifestation de ces trente dernières années s'est déroulée : 300 000 personnes dans la rue pour crier «Non à l'exploitation, non aux inégalités, non à l'appauvrissement». Dans la foulée, la restructuration des transports publics prévoyant une augmentation de 50 % du tarif du métro à Lisbonne a débouché sur une grève générale dans ce secteur. La même troïka que pour la Grèce (FMI, BCE, UE) veut imposer au gouvernement portugais les mesures d'austérité devant sortir le pays de la crise. Comme à chaque fois, les solutions avancées consistent à augmenter les taxes et les impôts, à baisser les prestations sociales, à procéder à des coupes budgétaires dans les services publics... Le tout accompagné d'une attaque frontale contre le Code du travail, en déréglementant notamment les horaires (on appelle ça flexibilité), voire en supprimant des jours de congés (on appelle ça compétitivité).

Passons la frontière pour nous rendre en Espagne. En vue de la nouvelle «réforme» du travail présentée par l'actuel gouvernement de Mariano Rajoy (Parti populaire – de droite), les syndicats institutionnels (CCOO et UGT) se sont enfin décidés à lancer un appel à manifester le 19 février. Il faut dire que cette «réforme» vise tout simplement à démanteler le droit du travail. Là aussi, il s'agit de mesures préconisées et imposées par le FMI et la BCE. Mariano Rajoy s'était laissé aller à déclarer (en off, comme on dit dans les milieux autorisés): «Cette réforme va me coûter une grève générale.» Il va sans doute l'avoir. En effet, ladite réforme prévoit une baisse des indemnités de licenciement pour les salariés, et une déduction fiscale de 3 000 euros pour les entreprises en cas de première embauche d'un jeune de moins de 30 ans (on a déjà vu l'inefficacité de cette mesure en France). Autre point: le chômeur retrouvant du travail (bel optimisme) pourra conserver 25 % de son allocation, qui s'ajoutera à son salaire pendant un an. Avec un taux de chômage de 23 % et un salaire minimum garanti de 641 euros, c'est plutôt mal parti pour les travailleurs espagnols. Le gouvernement Rajoy, lui, ne veut voir qu'une «avancée» permettant à l'Espagne de se hisser au niveau de l'Union européenne en renforçant la compétitivité des entreprises (refrain entonné chez nous par Nicolas Sarkozy).

Des économistes, analystes et experts financiers (il y en a plein là-bas aussi) jugent insuffisantes les mesures annoncées et conseillent au gouvernement d'autoriser les employeurs à ne pas tenir compte des accords collectifs de branche par temps de crise. Autant dire *ad vitam aeternam* tant que le capitalisme existera. Les indemnités en cas de licenciements non justifiés seront réduites de quarante-cinq à trente-trois jours et même à vingt jours s'il s'agit de licenciements économiques, et pour faire bonne mesure la période d'essai en cas d'embauche sera portée de six à douze mois. Rajoy lui aussi déclare que ces mesures seront insuffisantes. Non seulement elles ne suffiront pas pour faire diminuer le chômage, mais ce dernier continuera d'augmenter tout au long de l'année 2012. Cette «réforme» accentue la spoliation des droits du travail encore en vigueur en Espagne, et privilégie un seul type de droit: celui du patronat. Toutes ces mesures renvoient lentement mais sûrement aux anciens temps où ce patronat imposait ses conditions et réprimait violemment toute protestation et tentative d'organisation de la classe ouvrière. La stratégie du capital est la même sous toutes les latitudes (et pas seulement dans le sud de l'Europe): baisse des salaires, dérégulation des conditions de travail, remise en cause des conventions collectives, du Code du travail, etc. Bref, c'est un retour annoncé à la précarité type XIX^e siècle, à la toute-puissance du patron face à des travailleurs isolés ou mal représentés par des



syndicats ayant perdu leur raison d'être: amélioration des conditions de vie des travailleurs dans l'immédiat, et organisation de la société en vue de l'abolition du salariat, devant mener – en ce qui nous concerne – au communisme libertaire.

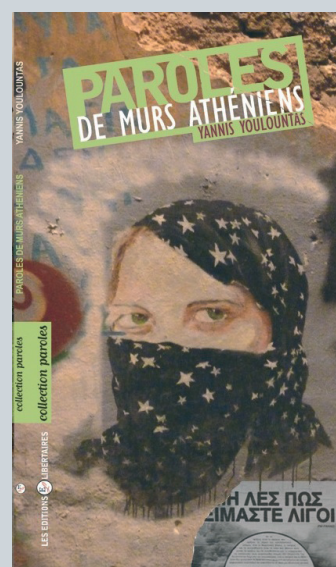
Ce que les médias et les «experts» au service des possédants nous martèlent et veulent nous enfoncer dans le crâne est évident: la crise (leur crise) remet tout en question (sauf leurs bénéfiques). Tous les droits des travailleurs, leurs salaires, leurs conditions de travail, sont à revoir (à supprimer). Tout pour les exploiters, rien pour les exploités. Depuis des années (surtout les trois dernières), les pseudo-représentants des travailleurs, c'est-à-dire les centrales syndicales institutionnelles, ne sont même plus capables de faire autre chose que d'entériner les desiderata de la classe possédante. Cette fameuse crise n'est que le plus grand hold-up capitaliste jamais réalisé contre les prolétaires, et présenté comme une fatalité semblable à cette autre qu'on nous assène depuis la nuit des temps, qu'il y aura toujours des riches et des pauvres.

Ce spectaculaire retour en arrière que constitue tous les projets gouvernementaux doit pouvoir inciter les travailleurs à se dresser pour dire: Non, nous n'acceptons pas. Non, ceux qui veulent nous imposer ces décisions ne nous représentent pas. Non, les directions syndicales ne nous représentent pas non plus quand elles entérinent de prétendues réformes et quand elles ne proposent que des «journées d'action» qui ne sont que des enterrements de première classe de la colère des exploités (surtout pas d'appel à la grève générale illimitée!). Les temps sont durs? Ils vont empirer, pas besoin d'être

devin pour dire ça. Les temps vont changer (comme dirait Robert Z.)? Ça ne tient qu'à nous, les exploités de partout et d'ailleurs. Le patronat veut nous ramener aux conditions d'exploitation du XIX^e siècle? Les organisations de classe des travailleurs retrouveront-elles l'esprit qui les animait à cette époque? Syndicats, conseils ouvriers, comités d'action, les outils ne manquent pas; à nous de les empoigner et au boulot!

R.P.

Ça vient de sortir !



Yannis Youlountas, *Paroles de murs athéniens*, Éditions libertaires, février 2012. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. (Ndlr)

Les imposteurs

LE REDOUX RELATIF affecte-t-il le mouvement social ? Comme il se conjugue avec les ressacs fétides de la présidentielle à venir où les « boules puantes » se mêlent aux diatribes politiciennes qui font rire les chroniqueurs des magazines.

Pourtant, pas tout à fait dans les couloirs mais presque, des choses se trament contre le monde du travail. Comme le président de la République met les bouchées doubles avant la prochaine échéance électorale, ça avance dans les négociations entre syndicats et patronat pour « ouvrir la voie à plus de flexibilité pour des accords dans l'entreprise ».

On s'y perd (et c'est voulu !) entre ce qui est voté à l'Assemblée nationale, au Sénat et ce qui est négocié au niveau syndical, par branche ou dans l'entreprise. Des textes et des lois sont adoptés dans les différents aquariums mais pas les décrets d'application nécessaires, ce qui permet au patronat de dénoncer des accords. Et, en fin de compte, c'est le Code du travail qui est détruit peu à peu.

Avec la crise, le patronat voit la voie ouverte pour exiger toujours plus. L'Assemblée a déjà œuvré maléfiquement en votant une loi qui autorise les entreprises à imposer la « souplesse » du travail en se passant de l'avis des salariés. En attendant, syndicats et patronat sont en négociations.

Pourtant, la chose semble claire, comme le déclare la CGT : « Nous n'accepterons pas une nouvelle déréglementation du droit du travail. On veut toucher au temps du travail, au salaires, aux emplois. La crise a bon dos dans cette affaire ! On va être très attentifs à ce que va proposer le Medef. On sait que le patronat n'a jamais accepté les trente-cinq heures. À l'approche de la présidentielle, il veut en profiter pour toujours plus de flexibilité. » Certes, me direz-vous, tout syndicat digne de ce nom aurait dû faire la même déclaration ! Mais pour les pouvoirs publics, diviser pour régner est chose facile puisque une grande partie du boulot est fait par les « partenaires sociaux » eux-mêmes.

Alors, rêvons un peu et espérons un front syndical de refus de négociation. Cela vaudra mieux que de faire des plans sur la comète autour de la mobilisation du 29 février. Pour fêter le printemps, il faudrait que d'autres forces se coordonnent !

Torrent Impétueux

Donc, le directeur de l'aéroport de Limoges, licencié la semaine dernière, serait un imposteur. Faux CV, pas les qualifications requises, beau costard et présente bien, baratine et embrouille qui veut bien l'écouter. Il prétendait avoir participé à toutes les dernières guerres comme pilote de chasse. Quel culot ! Scandaleux ! Inadmissible ! Il a été viré illico presto.

Beau costard, parle bien, semble s'y connaître, sourire commercial... Vous en avez déjà croisé plus d'un : celui qui va vous refourguer une bagnole pourrie mais que vous remercierez, convaincu d'avoir fait la bonne affaire.

Beaux costards, parlent bien, ils vous ont vendu, depuis des années, LE système économique parfait : « Il n'y a pas mieux, tout le monde s'y enrichit, nous allons toujours vivre mieux, consommer plus, c'est le bonheur assuré pour vous et votre petite famille. N'allez surtout pas voir ailleurs, c'est forcément moins bien ! » Et puis, voilà que le système a le hoquet, puis des soubresauts, il fume un peu et se dégingue, vous laisse sur le bord du chemin. Et devant vous, il y a plein de gens qui continuent, persuadés d'être dans le meilleur système possible, celui qui ne tombe jamais en panne, aussi sûr qu'une centrale nucléaire française.

Puis la catastrophe arrive : le système idéal était un mirage, une utopie. Par millions, il nous broie, nous jette, nous considérant comme une simple variable dans le graphique de la course aux profits.

Arrivent de beaux costards, parlant bien, sourires commerciaux, qui veulent vous vendre leurs solutions. Ils savent comment réparer le système. Sur leurs CV, ils ont fait de grandes écoles de gestion, ils savent compter, mais ils protègent les banquiers, les financiers. Sur leurs CV, il est écrit qu'ils parlent et agissent en notre nom, au nom de la Communauté européenne. À l'époque, ils l'ont vendue, l'idée européenne, avec l'argument qu'il n'y aurait plus de guerre... « L'Europe, c'est la paix. » Et c'est quoi exiger une baisse de 20 % sur les salaires minimums grecs (le portant à 600 euros bruts, soit 480 nets) et les geler pour trois ans ? Les autres salaires

ayant déjà perdu de 30 à 50 %. Les retraites complémentaires étant baissées de 15 %. La malnutrition fait des ravages parmi les enfants de l'école primaire, la faim fait son apparition, surtout dans les grandes villes du pays dont le centre est désormais occupé par des SDF misérables, affamés et en haillons. Le chômage atteint désormais 20 % de la population et 45 % des jeunes (49,5 % pour les jeunes femmes). Les services publics sont liquidés ou privatisés avec comme conséquence que les lits d'hôpitaux sont réduits (par décision gouvernementale) de 40 %, qu'il faut payer très cher même pour accoucher, qu'il n'y a plus dans les hôpitaux publics de pansements ou de médicaments de base comme de l'aspirine. L'État grec n'est toujours pas capable, en janvier 2012, de fournir aux élèves les livres de l'année scolaire commencée en septembre passé. Le nombre de tentatives de suicide s'accroît à une vitesse hallucinante. Enfoncer un peuple dans la misère noire, le faire régresser sur tous les plans, casser son système de santé, ce n'est pas lui faire la guerre ? Les riches sont en guerre contre nous.

Le Premier ministre grec, Lucas Papademos, il a quoi d'écrit sur son CV ? Ancien gouverneur de la Banque centrale grecque de 1994 à 2002. C'est un banquier ! Il a trafiqué les comptes de l'État avec la banque Goldman Sachs et organisé l'entrée de la Grèce dans la zone euro. Il était vice-président de la Banque centrale européenne (BCE) jusqu'en 2010. Normal qu'il exige l'application de la rigueur, avec la BCE et le Fonds monétaire international ! Le peuple doit payer pour renflouer les créanciers, les banquiers. Au Portugal, en Italie, c'est la même chose. Bientôt en France aussi.

Sur les CV des politiciens, il y a écrit qu'ils travaillent pour le bien commun, pour leurs concitoyens. Mais c'est le bien commun qu'ils pillent pour enrichir quelques-uns ! Ces imposteurs-là, on les vire quand ?

Rodkol

Brèves de combat

Paris anonymes

Des centaines de manifestants, le visage souvent caché sous le masque au sourire sarcastique des Anonymous, ont défilé à Paris pour dénoncer les atteintes aux libertés sur internet, en particulier l'accord européen Acta sur la contrefaçon. Signé par 22 pays de l'UE fin janvier, il a pour objectif de créer des normes internationales pour la protection de la propriété intellectuelle et des droits d'auteur. Il s'agit surtout, à notre sens, d'une atteinte potentielle grave à la liberté d'expression et aux droits des utilisateurs d'internet.

Domage que le ridicule ne tue pas !

Slogan annoncé par Sarkozy à Annecy : «Du peuple, par le peuple et pour le peuple.» À Laval (non, pas Laval), le même s'est fait acclamer par des enfants qui n'avaient pas plus de 12 ans. Ils n'ont pas chanté «Sarkozy, nous voilà, tu nous as redonné l'espérance»? Domage, ça aurait rappelé de bons souvenirs à la France populiste.

Bis repetita

Sarkozy bling-bling veut limiter le rapprochement familial des étrangers conjoints de Français. Il propose d'aligner les conditions d'obtention du visa de long séjour sur celles du regroupement familial : le montant des ressources et la surface du logement seraient désormais pris en compte. Le droit de séjour proportionnel au compte en banque en quelque sorte !

La prison vue par les fachos

Le FHaine a distribué des tracts à Fleury-Mérogis pour «dénoncer la violence dont sont victimes les surveillants». On pouvait lire sur le tract : «Les délinquants et les voyous font régner la loi et la terreur dans les prisons françaises.» Le FHaine propose de «créer 40 000 places de prison, d'expulser les détenus étrangers vers leur pays d'origine, et de stopper l'hémorragie des effectifs de surveillants pénitentiaires». Un beau programme !

Dé-délocalisez, qu'ils disaient !

Renault a installé une belle usine à Tanger, où travailleront pas moins de 6 500 ouvriers, pour un salaire mensuel de 250 euros, soit la moitié de ce que gagne l'ouvrier Renault de Roumanie ! Mieux : Mohammed, dit M6, exonère Renault de toutes charges durant cinq ans. Pas de Code du travail, surtout pas de syndicats. Dans le même temps, Serge Dassault pronostique que «les industriels, qui ont peur des socialistes, quitteront la France, enfin... ceux qui ne sont pas déjà partis !». Pauvres de nous !

L'éternel combat

Selon une étude de l'Union nationale des mutuelles étudiantes, près de neuf étudiants sur dix déclarent avoir utilisé un préservatif lors de leur premier rapport sexuel, mais ils ne sont qu'à peine sept sur dix (61 % des garçons et 73 % des filles) à garder le réflexe de la contraception durant leur vie étudiante. Elle souligne également que 36 % des étudiantes ont déjà eu recours à une contraception d'urgence et 3 % à une interruption volontaire de grossesse.

Totems sans tabous ?

Un opérateur téléphonique va accorder un congé paternité à ses salariés gays et lesbiennes. Un signal, encore trop rare, pour lever les tabous de l'homosexualité en entreprise ?

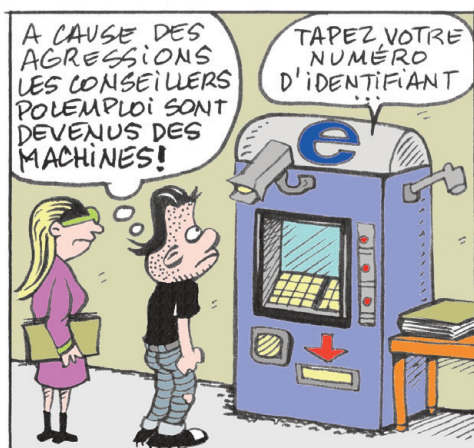
Des ouvriers nucléaires disparaissent au Japon

Le journaliste japonais indépendant Tomohiko Suzuki s'est fait embaucher sur le site nucléaire de Fukushima comme ouvrier par l'intermédiaire d'une filiale de Toshiba (du 13 juillet au 22 août 2011). Ce qui lui a permis de savoir que Tepco avouait le 20 juin avoir «perdu» 69 ouvriers, NHK, 198 en juillet. Selon Fukushima Diary, il manquerait officiellement 840 ouvriers au 15 décembre. Tepco semble perdre certains de ses employés au fur et à mesure que le temps s'écoule. Au lieu de retrouver ces personnes pour pouvoir vérifier leur contamination et suivre leur état de santé, l'opérateur en perd de nouveau ! Ça craint.

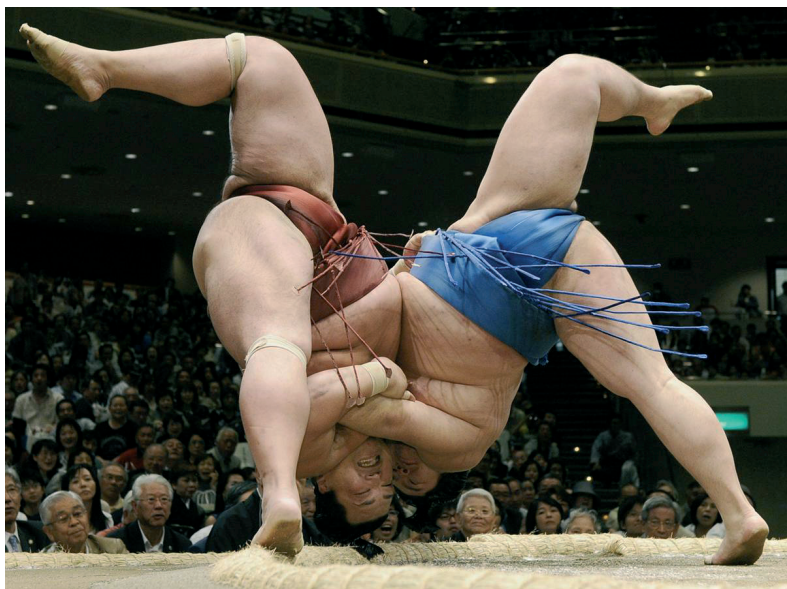
Belle victoire contre Monsanto

Le tribunal de grande instance de Lyon a déclaré que la multinationale Monsanto était bien responsable de l'intoxication de l'agriculteur charentais Paul François, qui avait utilisé le Lasso, un herbicide appartenant à la firme. Cette dernière devra indemniser l'agriculteur de la totalité de son préjudice, une première en France.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Nouvelles du front social



« La liberté comme base, l'égalité comme moyen, la fraternité comme but. »

Ricardo Mella

DÉGAGE! Enfin Thibault va passer la main après avoir largement contribué à recentrer la CGT. Finira-t-il comme l'ex-tsarine Notat de la CFDT à la tête d'une agence de notation sociale financée par les grands groupes industriels? Probablement pas, ou pour le moins souhaitons-le-lui, il y va de l'honneur, ou ce qu'il en reste, du syndicalisme. On regrettera toutefois qu'il dégage de son plein gré, et non du fait de la colère des syndiqués outragés par son réformisme plat et son refus d'engager la CGT frontalement dans la lutte sociale, en particulier lors de la dernière réforme des retraites imposée par Fillon. Quant à François Hollande, il promet de beaux jours à la génération précaire en lui proposant, sans rire, non pas de « changer la vie », mais de signer un contrat de génération, en bref le retour des TUC (travaux d'utilité collective) et autres emplois jeunes... Une vieille recette « antichômage » avec une nouvelle sauce. En attendant TVA antisociale et obligation de formation et de travail, en d'autres termes, la misère et le « STO » pour ces profiteurs de chômeurs.

Sur le front, grève revendicative à l'Éducation nationale contre la suppression des Rased et contre la nouvelle notation des profs qui ne se gênent pas pour le faire brutalement dans leurs propres classes où cela leur paraît une pratique légitime. Une belle occasion de soulever la fonction sociale de l'évaluation mais, semble-t-il, une occasion manquée. Grève plutôt dure à la Comédie-Française contre l'inégalité de traitement entre techniciens et comédiens. Une inégalité qui date du temps de Molière, la belle affaire pour en légitimer le maintien. Grève des contrôleurs aériens à Lille, des marins de la SNCM et la CMN à Marseille pour défendre l'emploi,

grève des inspecteurs du travail, victimes, eux aussi, de souffrances ayant entraîné deux suicides. Harcèlement et conditions d'emploi déplorables aussi au CHR de Lille ayant poussé quatre personnes au suicide. Grève dans les transports aériens renouvelable face aux menaces qui pèsent sur le droit de grève et la remise en cause de la convention collective à Air France. Encore et toujours le coup du service minimum, celui qui vise à rendre les grèves gérables par les employeurs, jusqu'au jour où la grève devient sauvage!

Lejaby: 93 emplois sauvés en Auvergne par un riche ami du président, 135 sacrifiés à Rillieux-la-Pape, dans le Rhône, deux poids et deux mesures et un siège de député à préparer pour un ministre en fin de règne. À Photowatt (panneaux solaires) en Isère, Proglío – encore un généreux acheteur et grand ami du président – rachète la taule avec le pognon d'EDF: 430 têtes de bétail épargnées. Qu'en sera-t-il des 600 prolos de Rio Tinto de Saint-Jean-de-Maurienne (74)? Pétroplus: raffineries cherchent aussi un repeneur, la magie présidentielle fonctionnera-t-elle cette fois encore pour 600 emplois? Pour les autres, que fait Sarko, 400 postes menacés à la Fnac, 250 à la Redoute après les 700 de 2008. Et que proposera-t-il aux 430 salariés virés de Cofinoga qui ne fait plus crédit, aux 1 600 de la Sernam, aux 484 de TUI (Nouvelles Frontières), aux employés des 3 Suisses menacés, aux 20 000 ouvriers de PSA au chômage technique en mars et aux quelques centaines d'autres de Renault Sandouville? Que font ses riches amis, ils banquettent au Fouquet's? Mauvaise nouvelle aussi à RFI, le projet de fusion a été entériné, 120 départs involontaires programmés, et le président est sans voix. Quant aux métal-

los de Florange (Moselle), ils promettent d'être le cauchemar de la campagne et de licencier les patrons: pas chiche!

Pour Sarko et ses protecteurs, du taf aussi hors des frontières: 7 300 postes supprimés chez Astrazeneca (laboratoire), 3 500 à la Bank of Scotland, 10 000 sacrifiés chez NEC dont 7 000 au Japon, 600 chez Foxconn (télé) en Slovaquie. Quant à ceux de chez Kodak qui vient de déposer le bilan, on verra plus tard pour le nombre, forcément en négatif. Royaume-Uni, bonne gestion patronale, deux milliards d'heures supplémentaires non payées, soit un million d'emplois à plein temps économisés: chapeau bas. Pakistan, un bagne industriel s'écroule sur les travailleurs, 20 morts; Méditerranée, traversée de la misère, 1 500 morts en 2011.

Quant à l'Europe, tout fout le camp, 5 millions de chômeurs en Espagne où la misère reprend du poil de la bête, 1 million de sans-emploi en Grèce où alternent grève générale et plan d'austérité (20 à 30 % de baisse des salaires et des pensions de retraite, 15 000 fonctionnaires en moins et 40 immeubles brûlés). Grève générale et manifestation en Roumanie pour des raisons du même tonneau, grève générale en Belgique contre l'austérité. En France, 30 000 chômeurs de plus en décembre, 4,5 millions au total, et une petite journée sans action pour la justice sociale (sic) appelée par cinq confédérations le 29 février. Journées éclatées, grève générale ici et là... À quand une grève générale reconductible en Europe? Tous ensemble, tous ensemble!

Hugues

Groupe Pierre Besnard
de la Fédération anarchiste

Les briseurs de grèves

Autonomie syndicale ?



La police à l'œuvre contre les grévistes de la SNCM

DEPUIS TROIS SEMAINES, une vingtaine de marins de la SNCM, syndiqués à la CGT, bloquaient le navire *Le Corse* au port de Marseille, l'empêchant d'appareiller pour rejoindre Toulon. Ce blocage, appuyé par une grève, visait à dénoncer l'ouverture, par la SNCM, d'une liaison Toulon-Corse, créée par la direction pour, selon les dires d'un représentant du syndicat CGT, «faire le jeu de la Corsica Ferries en défendant le maintien des subventions qui lui sont attribuées au titre des fameuses aides dites sociales, tout en réduisant le périmètre du service public». Les marins entendaient également s'opposer, par cette action directe, à la renégociation en cours des accords salariaux. Mardi 14 février, le tribunal de grande instance de Marseille déclarait la grève illégale et exigeait, par ordonnance, l'arrêt immédiat du blocage, sous peine de 200 euros d'amende par heure de retard prise par le navire. Il autorisait également le recours aux forces dites de l'ordre pour balayer le blocage en cas de non-respect de la décision de justice. Pour légitimer cette nouvelle atteinte au droit de grève, le juge prétendait que celui-ci «n'emporte pas celui de disposer des biens de l'employeur». Une petite mise au point historique ne lui aurait sans doute pas fait de mal, histoire de lui rappeler ces quelques mots que le syndicaliste anarchiste Émile Pouget – à l'origine de la création de la CGT en 1895 – écrivait en 1910 : «Le syndicalisme est apte à préparer et à réaliser, sans interventions extérieures, par la grève générale, l'expropriation capitaliste et la réorganisation sociale, avec pour base le syndicat, qui de groupement de résistance se transformera en groupement de production et de répartition¹.»

Déterminés dans leur combat, les marins n'ont pas bougé d'un pouce, conscients que la lutte des classes ne se mène pas ailleurs que sur le terrain, avec l'action directe. Vers 20 heures, plus de 400 CRS ont débarqué et, dans une violence qui leur est depuis longtemps coutumière, ont brisé le blocage et la grève. La

répression ne se limitant jamais à quelques coups de matraque, dix-sept salariés grévistes ont été convoqués pour «participation à un arrêt de travail jugé illicite» et deux représentants syndicaux sont poursuivis pour «fautes lourdes». La lutte n'est pas terminée pour autant et Frédéric Alpozzo, le représentant de la CGT, promet une suite au mouvement.

Ce énième coup de force contre la grève, avec intervention policière musclée (400 flics pour 20 marins), intervient dans un climat général de remise en cause du droit de grève. Des réquisitions préfectorales de l'automne 2010 aux mobilisations de flics pour remplacer les agents de sécurité dans les aéroports, en passant par la récente loi dite «relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises du transport aérien», l'État et ses avatars – justice et police – n'en finissent plus de lécher les cuissardes du patronat. Pendant ce temps-là, l'actuel président annonce sa volonté de briguer un nouveau mandat en vue de consolider une présidence «du peuple, par le peuple et pour le peuple», et les autres guignols – de Le Pen à Mélenchon en passant par Hollande – se gargarisent avec des promesses de bien-être social et de sécurité grâce auxquelles ils espèrent gravir les marches du pouvoir. Dans les discours, le bon peuple se voit ainsi l'objet de toutes les attentions, mais dans la réalité, on le matraque et on le traîne devant les tribunaux dès qu'il se fout en grève. C'est ça la démocratie parlementaire.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui de la FA
 CGT Commerce et services

1. La Confédération générale du travail, Bibliothèque du Mouvement prolétarien, Librairie des sciences politiques et sociales Marcel Rivière, Paris, 1910.

C'ÉTAIT IL Y A LONGTEMPS. Bien plus que ce que l'on appelle aujourd'hui le siècle dernier ou presque. Selon les concepts de Lénine (et d'autres!), le mouvement ouvrier était un enfant que les «adultes» – entendez par là les partis ouvriers – devaient mettre dans le droit chemin. Autrement dit, il devait se restreindre à être un marchepied pour l'accession à la conquête de l'État pour les tenants, tous azimuts, du socialisme par la voie parlementaire. Les «pauvres ouvriers syndiqués» n'étaient capables que d'accéder à un syndicalisme corporatif qui se résumait à améliorer le quotidien de la classe ouvrière. Pour le grand soir, il fallait voir autre part, du côté de l'avant-garde éclairée autoproclamée du prolétariat!

Quand on consulte les archives du mouvement ouvrier, on constate que, dans le mouvement syndicaliste de l'entre-deux-guerres, ceux qu'on déclarait à l'époque «réformistes» avaient au moins le sentiment ancré en eux que le syndicalisme devait être indépendant de toute visée politique. La suite a montré qu'une autre tendance avait pris les choses en mains.

À la Libération, de manière «caricaturale», la CGT mettait ses pas dans ceux du Parti communiste et Force Ouvrière oscillait entre tendances droitières et grèves. L'après-1968, quant à elle, avait vu émerger une autre voie avec une jeune CFDT qui, dans les discours, se réclama un temps de l'anarcho-syndicalisme...

Edmond Maire, secrétaire à l'époque de l'organisation syndicale, reprit les choses en mains en inventant le concept de l'«autonomie engagée», histoire de soutenir le PS. Quarante ans après, c'est le secrétaire annoncé sortant de la CGT qui nous refait le coup!

Le nouveau truc – «une CGT indépendante mais pas neutre» – ne fait pas recette. Cela a pourtant été annoncé via une interview à la NVO, magazine hebdo de la confédération sise à Montreuil. La CGT aurait-elle «décidé de se mêler de la campagne présidentielle»? Non, déclare Bernard Thibault car «la CGT n'a pas de candidat à l'élection présidentielle. Nous sommes un syndicat qui réunit des adhérents et sympathisants de diverses sensibilités politiques». On connaît la chanson. Si l'actuel locataire de l'Élysée est renvoyé à ses études, il faudra sûrement mettre la pédale douce sur les revendications et les grèves? À nous toutes et tous d'affirmer quotidiennement l'indépendance du syndicalisme!

Jean-Pierre Germain

Mon nom est personne

La cyberlutte des Anonymous

Depuis quelque temps, les Anonymous sont au centre de l'actualité. Le 26 janvier dernier, trois supposés Anonymous ont été arrêtés et mis en examen après une enquête de la DCRI, malgré le manque flagrant de preuves. On raconte à leur propos tout et n'importe quoi. Pour comprendre ce que représentent les Anonymous, une mise au point s'impose.

À l'origine : 4chan

En 2003, Christopher Poole crée 4chan, un forum divisé en de nombreuses sous-parties indépendantes et thématiques (des sciences à la pornographie). La plus célèbre et la plus visitée, /b/ « random », a une particularité : aucun thème défini et une modération qui se limite au respect des lois.

Aucune inscription n'est nécessaire pour poster un message sur 4chan, et le pseudo par défaut est : anonymous. Le forum est ainsi presque totalement anonyme. Ces caractéristiques fondent une identité collective qui nie totalement l'identité individuelle.

C'est dans la partie random que s'organisent les premières actions telles que la divulgation des informations personnelles d'un homme qui s'est filmé tabassant un chaton, l'intrusion massive à l'intérieur du jeu en réseau Habbo Hotel, ainsi que l'attaque de sites pédophiles.

De anonymous à Anonymous

En 2008, l'Église de scientologie diffuse puis censure une vidéo à destination interne. Mais elle refait surface, jusqu'à être diffusée sur 4chan. Pour certains habitués du forum, c'est une attaque directe contre la liberté d'expression, et c'est ce qui provoque la première apparition des Anonymous tels qu'on les connaît aujourd'hui, avec la symbolique toujours utilisée que l'on détaillera plus tard.

S'ensuit plusieurs attaques à l'encontre des sites de la scientologie qui les met hors service durant quelques jours. C'est aussi la première fois qu'ils apparaissent publiquement, dehors et masqués. C'est l'acte fondateur des Anonymous. Depuis, les actions se font de plus en plus nombreuses, dont la défense de Wikileaks, qui leur apporte une médiatisation sans précédent.

La symbolique des Anonymous

Ce qui réunit entre autres les Anonymous à travers le monde, c'est leur symbolique. Visuellement, le masque de V pour Vendetta, le costume sans tête. Aussi, ils signent toutes leurs interventions (communiqués, vidéos, etc.) par : « Nous sommes Anonymes. Nous sommes Légion. Nous ne pardonnons pas. Nous n'oublions pas. Redoutez-nous. » (« We are Anonymous. We are Legion.



We do not forgive. We do not forget. Expect us.») Leurs interventions sont toutes structurées et codifiées (constat, expression de l'opposition puis appel à l'action).

Le fait d'utiliser la symbolique et de se revendiquer comme tel suffit à « être » un Anonymous (en faisant bien sûr une action par internet).

Comment opèrent-ils ?

La quasi-totalité des attaques d'Anonymous sont des attaques DDoS (Distributed Denial of Service), c'est-à-dire par déni de service distribué (saturer un serveur par un grand nombre de connexions simultanées). Ces attaques utilisent le plus souvent un logiciel libre, gratuit : LOIC. À chaque attaque, tous les ordinateurs possédant le logiciel sont utilisés pour se connecter au site. Parfois, mais plus rarement, les données personnelles de gens ou d'entreprises (des nazis, des policiers, des membres d'un site, etc.) sont divulguées.

Comment « classer » les Anonymous ?

Le fait que n'importe qui peut se revendiquer comme tel implique qu'il ne peut exister aucune classification globale des Anonymous.

Cependant, on peut identifier des axes communs aux Anonymous. Tout d'abord, la défense absolue d'un internet libre est ce qui les relie. Ensuite, une grande solidarité avec tous les hackers (et surtout eux), par delà les frontières. Enfin, bien entendu, toutes les actions ont un lien avec internet.

Depuis le « début », la fréquence des actions n'a cessé d'augmenter et il y a bien plus d'actions que celles relayées par les grands médias.

Comme actions emblématiques (mais aussi éclectiques), dans le désordre, on peut citer : l'attaque de Sony (avec divulgation des coordonnées personnelles), l'attaque des sites

pédophiles, l'attaque de sites nazis allemands, la divulgation de noms de policiers autrichiens, le soutien aux prisonniers politiques pendant la révolution tunisienne, jusqu'à plus récemment des attaques en série et massives contre les différents sites des ministères liés à la question du copyright.

Donc des actions de types différents, à l'image de ceux qui sont, comme leur nom l'indique, Anonymes.

Quelles perspectives ?

À court terme, force est de constater que la fermeture de MegaUpload a constitué un tournant dans la cyberlutte sociale, et qu'aujourd'hui, s'il est difficile de prévoir les suites, il est clair que la lutte des Anonymous est en croissance exponentielle et n'est pas près de s'arrêter.

Les moyens d'action des Anonymous sont (relativement) accessibles à tous, bien qu'illégaux la plupart du temps. On a vu des Anonymous soutenir des Indignés (et autres Occupy). Cependant, les Anonymous dans leur ensemble ne représentent pas une perspective révolutionnaire, et ne remplaceront jamais les luttes sociales. Sans compter que ce qui fait l'essence des Anonymous est l'absence d'organisation, de ce fait ils sont cantonnés à une lutte réformiste.

Néanmoins, jusqu'à présent, les Anonymous ont défendu des valeurs proches des nôtres, aussi il nous semble intéressant de suivre ce mouvement et de ne pas rester passif. Il est important de ne pas se contenter d'une posture de spectateur bienveillant, mais de nous comporter en force agissante au sein de ce mouvement.

Bali

Groupe Regard noir
de la Fédération anarchiste

Haute-Savoie : No Gazaran

SAMEDI 11 FÉVRIER, à Saint-Julien-en-Genevois, 2 500 personnes se sont rassemblées par un froid glacial afin de s'opposer à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste en Haute-Savoie, à l'occasion du premier rassemblement des différents collectifs de la région Rhône-Alpes, sous le haut patronage de la région Rhône-Alpes et un an après la grande manifestation à Villeneuve-de-Berg qui avait réuni 20 000 personnes en Ardèche.

Cette fois-ci donc, l'ensemble des collectifs Stop Gaz de Schiste de Rhône-Alpes s'est réuni dans la ville de Saint-Julien-en-Genevois, petite ville de 11 000 habitants qui est directement concernée par le gaz de schiste avec le permis de Gex, permis accordé le 11 juin 2009 pour une durée de cinq ans à différentes compagnies pétrolières anglaises (eCorp, Eagle Energy limited et Nautical Petroleum PLC). Ce permis a été accordé sur une surface de 932 km² sur les territoires de l'Ain, de la Haute-Savoie et du Jura.

La journée a débuté par un meeting d'une heure et demie où se sont succédé plusieurs personnes du collectif et élus, et auquel assistait environ 600 personnes. Après une rapide introduction par le maire de la ville, c'est l'hydrologue Jacques Cambon qui a pris la parole et a rappelé ce qui a commencé comme « un conte de fées capitaliste » en expliquant qu'aujourd'hui, la seule technique possible pour l'extraction du gaz est la fracturation.

Qu'est-ce que la fracturation hydraulique ?

La méthode dite de fracturation consiste à forer un puits entre 2 500 et 4 000 mètres de profondeur renforcé par du béton, puis de faire exploser ce puits par endroits. C'est ensuite 10 000 à 20 000 m³ d'eau qui sont injectés sous pression dans le puits afin de créer des fissures dans la roche et de laisser passer le gaz, lui permettant de remonter à la surface par le puits. L'eau est mélangée à du sable et à de nombreux produits chimiques (plus de 500). Cette eau remonte ensuite à la surface, mais la fracturation de la roche peut également lui permettre de rejoindre les nappes phréatiques et les réserves d'eau potable. C'est donc toute une population qui risque d'être contaminée par ces forages. Malgré l'interdiction des fracturations hydraulique (par une loi du 13 juillet 2011), les compagnies pétrolières et de forage envisagent déjà de contourner ces lois, avec l'aide du gouvernement, comme lors du colloque du 17 janvier à Paris organisé par le club « Énergie et développement » réunissant ministre et multinationales.

Le meeting s'est poursuivi par l'intervention d'Elisabelle Bourgues, présidente de No Fracking France, d'Anne Marher, député du canton de Genève qui a fait un point sur la situation de son pays, Alain Chabrol, vice-prési-



dent du conseil général de Rhône-Alpes, qui a rappelé le besoin d'un débat sur l'avenir énergétique ainsi que la refonte du code minier. Le dernier intervenant aura été Jean-Louis Choppy, porte-parole du collectif Stop Gaz de Schiste Ardèche, qui a parlé de l'avenir du mouvement et a appelé au blocage des camions dès leur arrivée sur la zone. Des sentinelles seraient déjà en place pour surveiller une éventuelle activité sur les zones d'exploration. Malgré l'illégalité de ce procédé, il est légitime selon lui et il appelle à l'action physique, dans la non-violence toutefois.

Une conférence de presse d'une trentaine de minutes a été tenue par les membres du collectif à la suite de ce meeting. Les intervenants ont clairement demandé l'arrêt de la délivrance des nouveaux permis, et l'arrêt des permis en cours, et ont envoyé un message clair à Éric Besson et aux candidats aux élections législatives, leur demandant de prendre position clairement sur le sujet. En effet, ce sont déjà deux permis qui ont été accordés dans la région et quatre autres sont en cours d'instruction pour attribution imminente. Ces derniers concernent exclusivement notre région avec les permis de Blyes (01), Gex Sud (74, 01), Lyon-Annecy (68, 38, 73, 74) et Montfalcon (38, 69, 26, 07). En tout, ce ne sont pas moins de 10 000 km² de nos territoires en Rhône-Alpes qui seront impactés par cette industrie polluante et dévastatrice. Et en France c'est, après les 73 permis déjà accordés sur tout le territoire, encore 71 autres qui sont en attente de validation. Un point sur l'avenir du mouvement a également été fait et, si nécessaire, il

faudra selon lui faire « la guerre » aux compagnies de forage pour empêcher un désastre écologique.

C'est ensuite 2 500 personnes qui ont défilé énergiquement dans les rues de la ville (malgré une température de moins dix degrés) et ont rejoint la sous-préfecture. Quelques membres du collectif ont réussi à rencontrer le sous-préfet, qui a déclaré ne pas être assez compétent pour donner une réponse claire sur le sujet.

Au même moment, plusieurs personnes ont pris la parole (collectif et élus) et n'ont pas manqué de féliciter l'organisation de cette manifestation citoyenne, et dont la tête du cortège n'était occupée par aucun parti politique; élus de tous bords engagés dans cette lutte et partis politiques ayant leur place citoyenne au milieu du cortège. Il est important de rappeler que les collectifs Stop Gaz de Schiste sont apolitiques et qu'ils ne souhaitent la récupération d'aucun parti politique, en acceptant tout de même le soutien de tout bord, à l'exception de l'extrême droite.

De nombreuses soirées Gasland (projection du film suivie d'un débat) ont déjà été programmées dans le pays savoyard et continueront de plus belle afin d'informer et mobiliser les citoyens et les élus locaux dans tous les départements de Rhône-Alpes, région particulièrement touchée puisque sept départements sur huit sont sous l'attribution de permis d'exploration, transformables sans autre obligation en permis d'exploiter!

Rebillyon

État, capital et Églises

Trois discours pour légitimer l'inacceptable

« Les personnes qui meurent de froid ou de faim sont nécessaires à la mise en coupe réglée de l'immense majorité de la population » (Juanito, n° 1659 du *Monde libertaire*.) L'essentiel est dit dans cette courte phrase définissant ce qu'est l'oppression capitaliste, la barbarie d'un système reposant sur une double aliénation.

D'une part, et c'est le sens de l'article de Juanito, en instituant une (pseudo) rareté, la bourgeoisie institue précarité et misère dans ce qui est le plus nécessaire aux individus : travailler, se loger, se nourrir, se chauffer, se soigner, etc.

Sur le seul exemple du travail, on sait pertinemment qu'il pourrait y en avoir pour tous à la seule condition de renverser de fond en comble les modes et rapports de production et de consommation instaurés par le capitalisme, en particulier par l'abolition du salariat, par la réappropriation collective des moyens de production, des productions elles-mêmes. On sait que l'évolution des sciences et des technologies appliquées à la production permettrait de « vivre largement mieux en travaillant largement moins » et il n'y a pas si longtemps, dans les années 1960, ils étaient nombreux à parler de la civilisation des loisirs à venir ! C'était sans compter sur le besoin permanent du capitalisme à accumuler les richesses pour son seul profit ! Sans parler de l'intolérable, à savoir laisser des individus libres de s'éduquer, se cultiver, se former, de s'enrichir dans divers loisirs, avec le risque d'une remise en cause du système ! C'est contreproductif, voyons !

D'autre part, et c'est le propos de cet article, pour que cette première oppression, directement subie par les victimes de cette rareté, soit acceptée par le reste de la collectivité, encore faut-il la leur faire accepter. C'est là qu'interviennent et se complètent trois discours purement idéologique (l'État), économique (le capitalisme) et théologique (les Églises) :

– Plan économique : les modes de consommations « modernes » sont des chaînes tout aussi aliénantes que celles qui lient le salarié à son patron. Quelle famille n'a pas un crédit sur le dos pour une maison, les études universitaires de l'aîné ou une voiture à rembourser ? L'endettement est une arme maîtresse du capitalisme, qui ne peut que briser les liens de solidarité entre le travailleur aux abois et celui non encore précarisé. Les problèmes ne sont plus posés que de manière individuelle, et face au plus démuné, le travailleur endetté, au pire reste indifférent, au mieux, parce qu'un peu culpabilisé par les sœurs TF1 et A2, fait preuve de compassion !

Qui plus est, comment être solidaire d'un



plus pauvre, quand on risque de le devenir à son tour ? Ça fait looser, non ! Cela fait déjà au moins trente ans que la bataille idéologique du capitalisme a été gagnée : l'individualisme règne désormais en maître, et encore un grand merci aux grandes centrales syndicales qui, j'en suis sûr, ne se rappellent même plus qu'il y eut un jour des Bourses du travail où se réunissaient et se formaient les travailleurs en vue de leur propre émancipation !

– Plan théologique : la compassion et la charité vont ainsi remplacer, au nom de la doctrine sociale de l'Église, les principes d'égalité de droits, de fraternité et de solidarité collective. Les « valeurs humaines » de charité et de dignité de la personne humaine sont à l'ordre du jour, porteuses d'espérance pour l'autre monde, celui où le partage des richesses se fera autrement ! En attendant, on est priés de crever en priant ! L'importance actuelle prise par le caritatif s'explique ainsi, et d'ailleurs qui s'offusque de la présence des Restos du cœur, de tous ces bénévoles, « héros » anonymes d'un monde tellement moderne qu'il laisse des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants sur le bas-côté de l'autoroute de la civilisation !

Et ce n'est pas un hasard si l'État a de plus en plus recours au religieux, aux communautarismes. En l'absence de réalité satisfaisante, le créneau de la virtualité, qui plus est créneau marchand, a de beaux jours devant lui.

– Plan idéologique : après l'attaque frontale sur le réservoir des démunés nécessaires, après les peurs d'une « vie à risque » à instau-

rer pour les autres, le renvoi à la charité comme vertu de vrai humanisme, et pour que la panoplie soit complète, reste à utiliser l'arme suprême de l'État : la manipulation consistant à stigmatiser les « mauvais objets », à désigner les coupables ! Les psychanalystes connaissent le sujet, et à chaque époque troublée le pouvoir sait désigner les coupables, les empêcheurs « d'exploiter en rond » : à une époque, les femmes coupables de prendre le boulot des hommes, à une autre, celle des immigrés volant le pain des Français, les jeunes trop fainéants et ne voulant pas travailler, les fonctionnaires privilégiés, les retraités trop riches, les chômeurs assistés, jusqu'à aujourd'hui où c'est bien connu, la crise, c'est à cause des Grecs, trop dépensiers, et des Polonais qui cassent les prix ! Relayés par les médias aux ordres, ça fonctionne un maximum... Vous avez dit (in)conscience de classe ?

En conclusion, le schéma est simple. Tout d'abord, instaurer de fausses raretés, histoire de tirer un profit immédiat sur les plus faibles, et ensuite, rendre impossible des solidarités par l'enchaînement économique, laisser croire que charité et compassion sont à même de remplacer les droits conquis – les services publics, par exemple – et enfin, donner quelques os à ronger, quelques coupables tout désignés d'avance !

Ah ! J'oubliais, ça ne suffit pas toujours à calmer les velléités de révolte. Qu'importe, l'État, s'il s'est débarrassé de ses responsabilités originelles par rapport au peuple, a gardé ses pouvoirs régaliens : faire la loi, la faire appliquer et réprimer ceux qui la contestent ! Face à cette gigantesque entreprise de manipulation, le froid social tuera encore longtemps. Ceux qui ne meurent pas encore de froid comptent les sous pour payer leur fuel à la fin du mois, se dévouent quand même pour donner un paquet de nouilles, une fois par an, aux Restos du cœur et pestent avec les copains de bistrot contre ces putains de Grecs qui bouffent le pognon de l'Europe ! Victor Hugo (sans parler d'Étienne de la Boétie) disait que dans la servitude, « on a pour chef l'esclave à qui parle le maître ». Et au nom de ce principe, ils seront encore trop nombreux à se rendre à l'isoloir dans quelques semaines, afin de tendre le cou-teau au nouveau seigneur (et maître) !

Face à cette tourmente, posons ici et maintenant nos alternatives anarchistes en actes.

Michel

Groupe Marguerit-Agutte
de la Fédération anarchiste

Tentative de **convergence** des luttes à Rouen



Virginie Benito

Groupe de Rouen
de la Fédération anarchiste

VOILÀ UNE TÂCHE DIFFICILE quand, dans les entreprises comme dans la fonction publique, la mainmise de centrales syndicales est omniprésente. Avec ces organisations majoritaires et réformistes, difficile de rassembler, de monter une lutte dans l'autonomie et dans la convergence ou de donner la parole à chacun. C'est pourtant ce qui est en passe de se réaliser autour notamment d'une lutte du Dal (Droit au logement). Il est vrai que le récent conflit contre la réforme des retraites, même s'il a été un échec, avait permis un premier rapprochement entre différents secteurs. Piquets communs, blocages, assemblées générales interprofessionnelles (avec cependant des difficultés) durant lesquelles travailleurs des raffineries, cheminots, enseignant, étudiants, travailleurs du social, chômeurs, etc., s'étaient retrouvés sur des revendications communes. On ne part pas de rien et la lutte apprend. Aujourd'hui, on assiste à une multiplication des luttes.

Travail social

Dans le secteur du travail social d'urgence et du soin, depuis près de trois mois, les salariés se mobilisent. En effet, alors que le besoin en nombre de places se fait sentir toujours plus avec la paupérisation de toute une partie de la société et la vague de froid qui s'est installée, les coupes franches dans les budgets ont

pour conséquence directe la fermeture de plusieurs centres d'accueil à Rouen et la fin d'associations qui accompagnent les personnes précaires. Les financeurs de l'État, par le biais des préfectures, le conseil général et la mairie (socialiste) se partagent cette responsabilité. Un collectif autogéré de salariés du social en lutte mène des grèves reconductibles et a installé un piquet de grève jour et nuit devant le conseil général. Ces salariés du social se sont heurtés à l'immobilisme, voire aux freins mis par les unions départementales des centrales syndicales (les salariés de la CFDT sont confrontés à la même chose!). Occupations, perturbations de la cérémonie des vœux au conseil régional et à la préfecture, diverses manifestations ont été organisées en collaboration avec le Dal, notamment l'organisation de la réquisition d'un immeuble et l'occupation du conseil municipal de la ville de Rouen pour exiger le relogement des familles. Des assemblées générales communes ont également été organisées avec les infirmiers du CHRS. Au bout du compte, ils n'ont obtenu que des promesses non écrites, mais la lutte continue.

Éducation nationale

Les travailleurs du social ont été rejoints par les enseignants en lutte contre les nombreuses fermetures de classe (130 dans le

primaire dans l'académie de Rouen) et les dotations horaires catastrophiques dans le secondaire. Pour le premier degré, la moitié des fermetures de postes sont celles que le public voit le moins, les fameux Rased (réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté), déjà très touchés l'an dernier. Les postes, s'ils ne sont pas pourvus par un enseignant formé, disparaissent, sans se soucier du fait qu'il y a un réel besoin dans les secteurs où de nombreux enfants sont en difficulté. C'est la logique comptable qui s'applique. Or, si ces postes sont occupés par des gens sans formation, c'est qu'il n'y a plus de formation depuis des années. CQFD. Dans le secondaire, ce sont des sections entières qui ferment, notamment dans l'enseignement professionnel, voué à disparaître au profit de l'enseignement privé, au service du patronat local. Dans le même temps, l'Observatoire de la laïcité, créé depuis un an à Rouen, a repéré que 250 000 euros étaient versés par la mairie, de façon complètement abusive, aux écoles maternelles privées – ce que ne prévoit pas la loi Debré sur le financement des écoles privées en France. Qu'elle soit patronale ou confessionnelle, c'est la privatisation de l'enseignement qui est en marche. Toutes les mesures prises ces dix dernières années convergent vers la libéralisation de l'école publique et la mise au pas des enseignants. La journée de mobilisation du 31 janvier (avec une manif de près de 500 personnes à Rouen) a été un succès, en dépit du départ de nombreux enseignants à la manif de Paris. L'AG de 120 grévistes a décidé de rejoindre les travailleurs sociaux dans la rue, accompagnés du Dal, mobilisé pour reloger six familles actuellement à la rue.

Droit au logement

Obliger les pouvoirs publics, État et mairie, à appliquer la loi de réquisition, c'est l'objectif que s'est fixé le Dal de Rouen, en réquisitionnant le 15 janvier un ancien foyer de marins appartenant à la marine marchande, autrefois très présente à Rouen. Malgré les conditions précaires, l'électricité arrive à être rétablie. Manque toujours l'eau ; de petits chauffages d'appoint permettent aux familles et aux militants de se loger tant bien que mal. Comme ailleurs, la situation est désespérée pour nombre de personnes à la rue. Un SDF est mort de froid près de Rouen au mois de janvier. Qu'il y ait des enfants, dont un bébé de deux mois, que ces familles aient gagné leur procès au vu de la loi Dalo, rien n'émeut le préfet, qui a même fait placer une famille avec enfants en centre de rétention. La loi, encore, est celle des plus forts. Les plus pauvres n'ont qu'à crever, les étrangers n'ont qu'à partir. Là encore, la solidarité d'autres secteurs a joué et c'est dans une ambiance joyeuse et revendicative que de nombreux soutiens se sont retrouvés en manifestation, pour de nouvelles réquisitions.



Squats

Et en termes de réquisitions, il y a ceux qui savent faire, les squatteurs renvoyés d'un bâtiment à l'autre, mais qui ont toujours la pêche. Pour la plupart des jeunes, jusqu'ici un peu enfermés dans une lutte qu'ils veulent pourtant politique. Leur volonté, plus ou moins affichée, de vivre autrement, ne pas être soumis à un loyer, à un travail salarié, les a un peu enfermés sur eux-mêmes. Eux aussi menacés d'expulsion, ils s'intéressent à la lutte du Dal, se solidarisent, montrent leur savoir-faire.

On ne peut finir cet inventaire sans parler de la raffinerie de Pétroplus de Petit-Couronne, vouée à la fermeture et dont parlent les médias actuellement. Là, de nombreux rassemblements de soutien ont également eu lieu, même si on comprendra que l'omniprésence de la CGT rend la convergence et l'autonomie plus difficiles.

Qu'est-ce qui rassemble toutes ces luttes ?

Le constat que c'est la population la plus en difficulté qui trinque encore et toujours. Que cette population va devenir de plus en plus

nombreuse et de plus en plus précarisée. Une école publique a minima pour les enfants des familles populaires, des logements insalubres ou pas de logements du tout pour les plus pauvres. Toujours plus de profits, la prétendue crise et la dette publique permettant de justifier toutes les atteintes à l'emploi, aux droits et aux services publics.

C'est également, et les anarchistes ne peuvent que s'en réjouir, cette manière de renouer avec l'action directe, la réappropriation, la solidarité et l'autonomie des luttes. Par exemple, l'idée de créer une « maison des résistances » est lancée.

Bien sûr, il y a des freins, l'espoir de certains de voir changer les choses par les urnes, par la négociation et la volonté de tout dominer de quelques bureaucraties. Mais comme je le disais plus haut, les luttes nous enseignent bien des choses. Il y a de plus en plus de gens qui veulent militer autrement et donner de la voix, même s'ils ne représentent qu'eux-mêmes, des individus libres. Encore un petit effort vers cette convergence !

V.B.

« Liberté, égalité, fraternité, c'est juste un décor »

Témoignages d'internés en CRA



Jean

Groupe de Rouen
de la Fédération anarchiste

LE CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE (CRA) fait partie de l'outillage de la politique migratoire actuelle. Le pouvoir en place présente cette politique comme un résultat positif dans son bilan et en fait un argument électoral. Dans la novlangue officielle, on s'applique à distinguer le CRA des autres types de prisons. Mais il s'agit bien d'un lieu de privation de liberté. Des retenus (c'est l'appellation officielle pour ces prisonniers) des CRA de Vincennes témoignent. Harcèlement, violences, automutilations, suicides, bagarres, problèmes d'hygiène, de santé, nourriture insuffisante, sont leur lot quotidien. Avec la menace permanente de l'expulsion vers un pays qu'ils ont parfois quitté depuis plus de vingt ans. Et quand, par chance, ils sortent du CRA sans être expulsés, ils restent souvent à la merci d'une rafle ou d'un contrôle policier.

Extraits choisis de ces témoignages... ¹

Au centre 2 de Vincennes: « Moi, j'suis en France depuis 74. J'me suis fait arrêter suite à un contrôle à moto, j'avais le permis et j'ai ma carte jusqu'à 2013, c'est le préfet qui veut m'expulser.

C'est la merde, c'est dégueulasse, tout est dégueulasse, les toilettes, il fait froid, y a des outrages, y a des détenus qui s'font taper. Ici ils tapent les gens et après ils nous disent de porter plainte à la Cimade, et ça sert à rien. Nous, quand on tape un policier tout de suite on est mis en garde

à vue et ils nous font la misère. Tout le monde porte plainte. Les RG ils viennent, ils prennent la plainte et ils repartent. Y a des mecs qui se coupent à mort. Tu vois l'Aïd? C'est comme ça ici. Quand ils veulent ramener quelqu'un au bled, ils font genre ils vous rassemblent parce que y a quelqu'un qui se sauve, qui s'est évadé, et après ils viennent attraper le mec : il l'attrapent ils le tapent ils le scotchent. C'est pour ça que y a des mecs y veulent se couper pour pas partir au bled.

Ils veulent me laisser 45 jours parce qu'y peuvent pas m'expulser, le consul y veut pas donner de laisser-passer. Les flics insultent les gens, ils les insultent de « sales Arabes »... »

Au centre 3 de Vincennes: « Mon casier judiciaire est vierge, j'ai jamais eu de problèmes avec la police, j'suis jamais allé dans un commissariat, et d'un coup j'me retrouve dans un centre avec des gens bizarres.

Ils m'ont arrêté dans un lieu... J'sais pas... J'suis parti voir un pote, j'savais pas qu'il habite dans un squat et d'un coup y a la police qui vient chez lui et ils m'ont trouvé là, dans un squat. En fait j'suis là parce que j'ai pas de papiers.

Ils donnent à manger... ou pas. Et dans la bouffe ils mettent des médicaments, je sais pas trop quoi. On mange mal. Moi quand j'mange, j'dors, toujours j'suis fatigué. Quand on mange ici on dort tout le temps... »

Au centre 3 de Vincennes: « On est traité ici comme des animaux d'élevage. On est réveillé le matin, on mange, mais pas tout le monde parce que y a des musulmans ici qui mangent pas le cochon. On tourne en rond ici

parce que c'est comme une prison. On est enfermé toute la journée, et les seules sorties sont pour aller voir le juge. On est transporté comme des malfaiteurs, menottes aux poings dans le panier à salade, on est enfermé dans des cages. On est vraiment traité comme des malfaiteurs, ce qui n'est pas le cas.

Actuellement y a un grand nombre de suicides, tous les jours y a une tentative de suicide, y a 5 minutes y en a un qui a essayé de se pendre sur une grille. Y en a qui demandent des rasoirs pour se raser, ils cassent les lames, ils les avalent. Moi je suis arrivé y a une semaine, j'ai déjà vu deux personnes se mutiler, se couper les veines. Les gens ne dorment pas, y en a qui on vient chercher de force la nuit pour les expulser. Vous entendez? Y en a qui tapent sur les portes là. Ils passent la nuit éveillés parce qu'ils sont angoissés, du fait qu'on puisse les expulser. Dans la journée on est là, on tourne en rond. Y a rien à faire. Y a des bagarres, des tentatives de suicide. Y en a tous les jours, au moins une tentative par jour, sinon plus.

On fait des choses pour empêcher les expulsions, mais c'est plutôt par groupes. Par exemple, y a un grand nombre de Maghrébins, surtout des Tunisiens, qui sont venus après les événements en Tunisie. Eux ils sont très solidaires: quand quelqu'un veut se suicider, ils essayent de le raisonner. Les gens se révoltent contre le matériel, ils cassent tout ce qu'ils peuvent casser, les machines... La plupart des flics qui travaillent ici, si vous voyiez leurs gueules... Vous verriez que c'est des gens qui n'ont vraiment pas envie d'être ici. Les agents de police qu'on met ici c'est pour les punir. Y en a qui en ont rien à foutre, y en a qui font leur travail. Ce qui est très important c'est que la majorité est d'origine étrangère, des Noirs ou des Arabes. Ils souffrent plus, parce qu'on leur ressemble. Ils osent même pas nous regarder dans les yeux.

On voit le médecin à l'arrivée pour voir si on n'a pas de problèmes de drogue ou d'alcoolisme. Le soir les infirmières passent distribuer des somnifères. Moi j'ai vu une infirmière mais pas de médecin. Ceux qui tentent de se suicider sérieusement, on les conduit voir un psychiatre.

Le vrai problème c'est la nourriture. La majorité des gens ici sont de confession musulmane, ils ne mangent pas la viande. En une semaine, y a eu qu'une fois du poisson, le reste du temps c'est de la viande. Ils se sont plaints mais ça change rien. Tout ça concourt à créer des conditions d'incarcération qui ne sont pas dites. On est enfermé, à leur merci, vous êtes en prison mais on vous dit que vous n'êtes pas en prison. Moi j'ai été arrêté sur un simple contrôle. J'ai pas pu renouveler ma carte de séjour car l'ambassade n'a pas fourni un papier à temps. Je me suis retrouvé avec une OQTF. C'est au moment où je faisais les démarches que j'ai été contrôlé. J'ai pas d'argent, je suis passé devant le juge avec un avocat commis d'office. Tu le vois 5 minutes avant, c'est une parodie de justice, les dés sont jetés; le tribunal administratif aussi, je suis même pas passé 3 minutes devant le juge.

Je suis entré légalement en France, j'ai vécu et travaillé ici pendant vingt-six ans. Ils me mettent là et ils veulent m'embarquer, moi je n'irai pas, s'il le faut j'irai jusqu'au bout, s'il le faut je me tue. J'ai tout en France, qu'est-ce que j'irai faire là-bas après vingt-six ans. C'est difficile de s'organiser, on a rien en commun à part d'être enfermés. Y en a qui sont venus y a pas longtemps, ils viennent de pays où ça va pas, d'autres qui sont là suite à des délits, les cas sont vraiment différents. Pour que les gens se mettent ensemble il faut qu'ils aient les mêmes problèmes. Par exemple les Tunisiens, ils sont venus en bateau, ils ont traversé l'Italie, eux ils sont vraiment ensemble, ils sont soli-



naires, ils vivent les mêmes problèmes. Ces derniers temps, y a beaucoup d'expulsions de Tunisiens, y a eu comme un deal avec l'ambassade de Tunisie. Elle délivre des sauf-conduits, du coup on les oblige à partir. Ici quand vous devez partir, on affiche d'abord l'heure du vol le soir, avec le nom, le prénom. Généralement les gars n'opposent pas de résistance quand on vient les chercher. À l'aéroport, la première fois, vous pouvez refuser le vol en demandant à voir le commandant de bord. Mais quand ça se répète, ils vous attachent avec du scotch. Y en a qui réussissent à refuser plusieurs fois, ils sont jugés au pénal et vont en prison, entre trois et six mois en général, pour refus d'embarquement. Ils font un détour en prison puis ils reviennent ici pour être expulsés... Y en a qui passent quarante-cinq jours et qui sont libérés, soit parce qu'on n'a pas réussi à déterminer leur nationalité, soit parce qu'ils se mutilent, donc on les amène à l'hôpital et ensuite on les ramène ici et on leur trouve un autre vol, et ça se répète comme ça jusqu'à ce que les 45 jours soient terminés... »

Au centre 1 de Vincennes: « C'est la troisième fois que je suis en CRA. Vous pouvez pas m'aider? Parce que y a pas d'aide, y a rien du tout à manger. Y a l'Assfam ici à place de la Cimade, ils font des recours pour les juges, ils t'aident pour le dossier pour le juge, mais ils font pas grand chose, à part ça c'est tout.

Deux fois j'ai été libéré par le médecin pour cause médicale, j'ai une broche au pied. Ça arrive souvent qu'il libère des gens sur avis médical. Moi, ça fait 21 ans que j'suis arrivé en France.

Y a des caméras partout, et on est surveillé de partout. J'avais une carte de dix ans, elle a expiré et puis ils m'ont arrêté pour contrôle de papiers... Ils m'ont emprisonné. J'ai demandé à la faire renouveler, ils ont pas voulu me la faire renouveler, comme t'as pas d'accès au droit et tout ça, ils ont pas voulu me donner de permission... »

Au centre 2 de Vincennes: « La douche c'est de l'eau froide. On souffre ici franchement. C'est très dur

au niveau de l'hygiène. Chaque jour y a des tentatives de suicide. Dans le couloir des chambres, y a plein de sang.

Moi je me suis fais arrêter, contrôle de papiers. Ça fait longtemps que j'suis en France et pour la première fois ils m'ont saisi les empreintes, j'ai fait aucune connerie, et ils me ramènent directement ici en centre de rétention. Pourtant j'ai rien fait. Les gens qui étaient avec moi en garde à vue avant qu'ils me ramènent ici, ceux qui faisaient des vols, ils sont libérés. Moi, j'ai été jugé devant le tribunal administratif mais j'ai pas été libéré, j'ai un avocat mais il m'a dit c'est les ordres qui viennent de là haut. On est tous le même cas, c'est un problème de papiers. On dirait qu'y a pas de droits, on dirait que liberté, égalité, fraternité, c'est juste un décor, voilà, c'est juste un tableau, sinon y a rien, y a rien, y a rien... »

J'ai une hépatite B. Normalement il faut que je me soigne dehors, parce que j'ai mon docteur dehors, mais non ils veulent pas me libérer. Il me faut un régime alimentaire mais ils en ont rien à foutre de moi, ils me laissent ici crever. J'ai les ordonnances, les prises de sang, j'ai toutes les preuves. Ils me donnent pas les médicaments, ils m'ont dit: « On n'a pas ton traitement. » Alors je lui ai dit: « Tu peux me libérer pour que je me soigne, pourquoi je reste ici? » Il m'a rien répondu.

Pour résister aux expulsions, faut se couper avec une lame. Tout simplement, vraiment, j'ai pas imaginé que je trouve ça dans ce pays. J'ai pas imaginé ça du tout. J'ai été en Italie, j'ai été un peu partout, j'ai pas vu ça. On est pas en temps de guerre, mais ici c'est la guerre, c'est des trucs qui se passent à l'intérieur dans des coins perdus, fermés, en silence. Si je sors je dois quitter la France une fois pour toutes. On est là, pays des droits de l'homme et tout, voilà la réalité. C'est insupportable, insupportable. » **J.**

1. Source: Indymedia Paris.

Bonheur **et** consommation



Galileo Photos

« L'ensemble des travailleurs doit choisir ce qu'il veut consommer pour savoir ce qu'il doit produire » Sorbonne, 1968.

Jean-Pierre Tertrais

*Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste*

LA CRITIQUE DU CAPITALISME constitue évidemment un volet essentiel du projet anarchiste. Ce projet ne sera cependant efficace que s'il ne laisse pas dans l'ombre – comme l'ensemble du mouvement ouvrier et syndical jusqu'à présent – des aspects importants. Si la critique du capitalisme ne doit pas se réduire à une critique centrée sur la production et le travail, c'est parce que ce système se perpétue, non seulement par la propriété des moyens de production, mais aussi par l'adhésion des populations aux modes de vie institués par la société, par la manipulation de l'imaginaire à travers la publicité et la propagande. Par la logique du taux de profit, mais aussi par celle de la répression des désirs. Pour le capitalisme, nous vivons pour consommer. C'est la finalité de cette économie « libidinale » : orienter et canaliser le désir humain vers des objets – ou des services. C'est aussi parce qu'il apparaît de plus en plus évident que la consommation croissante de biens matériels n'engendre pas plus de bonheur que se développent des formes de mobilisation militantes contre la publicité et le consumérisme, contre l'abrutissement des masses dans la culture marchande, contre

l'apaisante hypnose de la technoscience. Non, les sociétés d'avant la consommation n'étaient pas des sociétés du « manque ».

Globalement, l'augmentation de la richesse d'un pays s'accompagne d'un accroissement de plus en plus faible de la satisfaction moyenne de la population (voire de sa stagnation ou de sa régression). Et le pays le plus riche, les États-Unis, occupe une place peu enviable sur l'échelle de bonheur. En France, entre 1973 et 2005, alors que l'abondance matérielle (le PIB/habitant) a progressé de 75 %, le bien-être subjectif a stagné à un niveau assez bas, autour de 6,6 sur 10 (voir I. Cassiers et C. Delain, « La croissance ne fait pas le bonheur », in *Regards économiques*, n° 38). Alors que de nombreuses études (recherches quantitatives, expériences psychologiques) montrent de plus en plus ce découplage entre la croissance et la progression du bien-être, il est intéressant de noter que l'Insee mesure encore son indice de « moral des ménages » sur la seule base du degré de capacité à consommer, ce qui sous-entend la croissance du PIB comme signe infaillible de la bonne santé de l'économie et de dynamisme social. Dans beaucoup de pays

industrialisés, le système de soins – lui-même en train de se désagréger – a pour principale fonction de réparer les dommages produits par une économie et une société pathogènes (mal-vivre, malbouffe, obésité, souffrance au travail, précarité, frustrations...). La dialectique du développement des forces productives ne résiste pas aux dégâts du progrès. Le mirage de l'opulence se dissipe.

Une confusion s'est établie entre le bonheur, qui relève du long terme, et le plaisir, généralement instantané. Si le plaisir en soi n'est pas condamnable (n'en déplaise aux doctrinaires de la religion), une course effrénée au plaisir risque d'aveugler, de consumer celui qui s'y risque. « Le bonheur est à ceux qui se suffisent à eux-mêmes », écrivait Aristote. Il faut bien percevoir que l'acte de consommer est un acte solitaire, que le « temps libre » gagné par les luttes sociales a été accaparé par les industriels du loisir, du spectacle, du divertissement, que la libération des mœurs post-soixante-huitarde a été, au moins partiellement, récupérée par les forces du marché. De la même manière, on assimile souvent bonheur et confort. Or si un confort

insuffisant peut nuire au bonheur, une vie trop confortable peut engendrer un ennui mortel. Une société technologiquement avancée risque de déposséder l'homme d'un certain nombre d'attributs: esprit critique, courage, endurance, ténacité (l'amointrissement des forces intellectuelles et morales, la perte de l'esprit de lutte, l'«embourgeoisement», n'ont-ils pas pour cause principale la fascination pour le «système technicien»)? La solidarité elle-même ne se manifeste-t-elle pas lorsque les conditions d'existence sont un peu plus rudes? Que nous procurent les nombreux objets inutiles qui nous submergent au point d'en devenir agressifs? Entre autres qualités, la consommation nous fait perdre le sens de la mesure. «La suffisance, mais rien que la suffisance», écrivait Gracchus Babeuf (*Le Manifeste des plébéiens*, 1795).

Il importe ici de s'attarder un peu sur un aspect concernant le «souci de soi», et donc le besoin et le bonheur. Il s'agit du «développement personnel», devenu un marché fructueux en pleine expansion. S'appuyant sur l'idée d'une sous-exploitation du potentiel humain, il utilise, au travers de techniques de gestion et d'«épanouissement de soi» (activités corporelles, d'autosuggestion, d'entraînement cérébral, d'expression de ses émotions, de communication verbale ou gestuelle...), une large gamme de services et de produits. Sous couvert d'une notion floue – celle d'un être «profond», «essentiel» - il s'agit en réalité le plus souvent, par une approche superficielle de l'humain qui délaisse les conditions de vie et de travail, de ne traiter que les symptômes visibles, c'est-à-dire de permettre aux salariés d'intégrer au mieux les codes et normes nécessaires à leur promotion, d'optimiser leurs compétences dans le but d'améliorer le fonctionnement et la compétitivité de l'entreprise, et donc d'assurer le renforcement de l'ordre existant en facilitant l'intériorisation des rapports de domination.

Consommer moins pour vivre mieux

Si l'objectif est l'émancipation de l'homme, la liberté de l'individu, l'authenticité des désirs, peut-on réellement croire qu'une abondance d'objets matériels peut répondre à des besoins affectifs, spirituels, philosophiques? Nous passons des heures à travailler pour pouvoir nous offrir les objets censés nous soulager du mal-être occasionné par le travail! Perdre sa vie à la gagner! Ne serait-il pas plus raisonnable de moins travailler, de moins consommer, et de consacrer davantage de temps... à vivre, c'est-à-dire à multiplier les expériences que peut nous offrir la vie quotidienne: les rencontres, les émotions, les joies, les peurs, les découvertes?

Contre le «rêve abondanciste», contre la facticité du monde de la marchandise, c'est à une nouvelle «économie du bonheur» qu'il faut désormais s'atteler, celle qui s'intéresse au bien-être et non à la valeur monétaire. Il



est désormais évident qu'aucune société ne pourra faire l'économie d'une réflexion sur son mode de production, sur son mode de vie, sur l'«aliénation» comme dépossession des besoins vitaux, sur un «système technique» envahissant qui multiplie les contraintes. Ce n'est pas parce que la distinction entre «besoins authentiques» et «besoins factices» peut s'avérer difficile qu'il faut se croire autorisé à évacuer la question. Que l'horizon d'une société de sobriété n'exerce présentement aucun attrait sur la majorité de la population ne changera rien au verdict: ni le psychisme humain ni les capacités de régénération de la planète ne permettront la perpétuation de cette société d'hyperconsommation. Il faudra bien qu'un jour les millions de salariés refusent d'être humiliés, exploités, dominés pour la seule satisfaction d'atteindre le standing «petit-bourgeois».

Consommer moins pour vivre mieux, hiérarchiser les besoins. Mais aussi consommer autrement: acheter des produits locaux, privilégier l'occasion, le troc, l'échange par rapport au neuf, faire réparer plutôt que racheter, refuser l'escalade des cadeaux, déve-

lopper l'usage collectif des biens, expérimenter collectivement... Qu'il s'agisse d'énergie, d'alimentation, d'habitat, de transport, nous n'échapperons pas à une démarche de sobriété et d'engagement. Devenir acteur de sa propre vie. Éveiller l'homme en l'homme. Redéfinir la richesse. Redécouvrir des plaisirs simples. Vivre au contact de la nature. Établir de nouvelles priorités. Adopter la lenteur. Se concentrer sur l'essentiel: la réflexion, le savoir, la participation, la créativité, l'attention aux autres, le soin, le sens de l'accueil, l'entraide, la reconnaissance de l'utilité sociale, le sentiment de fierté du travail bien fait... Une révolution anthropologique!! Mais n'est-ce pas la voie dans laquelle tentent de s'engager à travers le «bien vivre» - contre le gouvernement, l'armée et les multinationales - certaines populations, communautés indigènes et paysannes d'Amérique latine, «alternative à la crise de civilisation», «stratégie de rupture avec le modèle de développement». «Réapprendre à bien s'alimenter, à savoir communiquer, partager, travailler ensemble, se soigner...» Dignité, autonomie, solidarité, frugalité: un projet anarchiste qui aurait de l'allure!

J.-P. T.

Désobéissance

des femmes israéliennes

NOUS REFUSONS de nous soumettre aux lois et décrets. Nous sommes des dizaines de femmes juives israéliennes à voyager et à traverser les postes de contrôle avec des femmes et des enfants palestiniens de Cisjordanie, à visiter ensemble nos villes, à apprécier les plages, à nous amuser sur les terrains de jeux, à les héberger chez nous et à être hébergées chez ces femmes au-delà des frontières interdites. Nous avons ensemble cueilli des olives dans leurs oliveraies familiales au-delà des postes de contrôle.

Ensemble, nous avons écouté le merveilleux chanteur palestinien Amal Markus au théâtre de Jérusalem.

Ensemble, nous sortons avec les institutrices des maternelles palestiniennes au centre de Tel-Aviv.

En raison de ces actions menées par notre collègue Ilana Hammerman, celle-ci a été, pour la troisième fois, interrogée par la police en vue d'une longue enquête.

Elle n'est pas la seule.

Nous soussignées affirmons publiquement que nous allons continuer à rejeter les lois et règlements qui violent le droit à la liberté de circulation de la population civile de Cisjordanie. Nous mettons en doute l'équité, la moralité ou le bien-fondé de ces lois.

Nous poursuivons la voie de la désobéissance civile contre un système arbitraire qui, pendant les quarante-quatre dernières années, a privé des millions de personnes de leurs droits humains et civils en érigeant des murs de séparation, des barrières et des postes de contrôle.

Notre groupe grandit de jour en jour. Récemment, 300 universitaires ont apporté leur soutien en disant : « Votre justice est celle que nous cherchons tous. Votre condamnation est la même que la nôtre. » Nous lançons un appel à tous les Israéliens conscients et lucides : Rejoignez-nous par centaines. Ceci n'est plus une lutte contre l'apartheid en Cisjordanie, c'est une lutte pour une vie normale dans notre pays.

Traduction de l'hébreu par Ayelet du groupe Désobéissance.

Pouvoir regarder la mer

Ilana Hammerman est une militante des droits de l'homme qui rencontre souvent en territoire occupé des Palestiniennes à qui elle apporte de l'aide humanitaire (nourriture, vêtements, médicaments, jouets, etc.).

Au cours de ses actions, elle a recueilli

des confidences de jeunes femmes palestiniennes qui lui ont confié leur rêve : voir, un jour, la mer ! La plupart de ces habitantes de Ramallah, Jénine, Hébron, Jéricho, etc., n'ont jamais vu la mer de leur vie. Ni non plus visité une grande ville moderne comme Tel-Aviv, avec ses magasins, ses cafés, ses centres commerciaux. Si ces jeunes femmes demandent une autorisation d'entrée en Israël « pour voir la mer », elles seront évidemment éconduites.

Avec une vingtaine de ses compagnes, Ilana Hammerman a décidé de faire de la résistance civile et de violer la loi israélienne. Elles ont organisé à plusieurs reprises des « journées de kif » pour des dizaines de jeunes femmes palestiniennes (en tout 600).

Ces opérations ont été montées comme de véritables expéditions militaires. Chaque militante israélienne arrive dans sa voiture au domicile de la « touriste » palestinienne avec dans ses bagages tout un attirail... d'accessoires et de vêtements occidentaux : colliers, casquettes modernes, maquillage, lunettes de soleil, pull-over et chemises à la mode. Les jeunes Palestiniennes, qui sont vêtues pour la plupart de caftans et qui portent un foulard traditionnel sur la tête, se déshabillent dans la voiture avant d'arriver à l'un des barrages de Tsahal. Les soldats qui voient dans la voiture (conduite par une Israélienne bien blonde) quatre ou cinq femmes habillées à l'occidental n'ont généralement aucun soupçon quant à l'identité des voyageuses. Si par hasard ils

adressent la parole à l'une des Palestiniennes, celle-ci a appris une ou deux phrases en hébreu avec l'accent « branché » de Tel-Aviv.

La chaîne 2 de la télévision israélienne a montré le 8 octobre 2010 ces jeunes femmes palestiniennes émerveillées de plonger leurs pieds pour la première fois de leur vie dans la mer, sur la plage de Tel-Aviv. Instant de bonheur, de joie, de paix...

Une action en justice a été enclenchée contre les militantes israéliennes. Leur crime ? Avoir permis à des Palestiniennes de regarder la mer !

Démolition des maisons

Et rappelons que, pour la cinquième fois, le lundi soir 23 janvier 2012, les autorités israéliennes ont rasé Beit Arabiya, le centre de la paix du Comité israélien contre la démolition des maisons. Cet événement, hélas fréquent, nous touche plus particulièrement, nous anciens réfractaires à la guerre d'Algérie qui étions huit à avoir participé à une reconstruction de Beit Arabiya. Mais c'est un total de sept maisons qui ont été démolies avec 52 personnes déplacées, dont 29 enfants. Beit Arabiya, situé dans la ville de Cisjordanie d'Anata (zone C), juste au nord de Jérusalem, est un symbole vivant de la résistance à l'occupation, un signe concret du désir de justice et de paix.

Informations des réfractaires



L'esthétique et les anarchistes

COMME ON L'A SUBODORÉ dans un article précédent (voir *Le Monde libertaire* n° 1653), les théoriciens de l'anarchisme ont toujours considéré, pour aborder l'esthétique, la question de l'utilité sociale de l'art comme fondamentale. Mais, comme on l'a compris aussi, le problème pour nous est qu'ils ont consacré à l'art peu d'ouvrages spécifiques. C'est seulement en parcourant la totalité de leurs écrits, de leurs conférences, ou même de leurs conversations que l'on peut repérer, ici ou là, de véritables pépites philosophiques. Ainsi Proudhon (1809-1865), s'il évoque ses positions sur l'art dans plusieurs de ses très nombreux ouvrages, comme *De la création de l'ordre dans l'humanité*, attend-il les derniers mois de sa vie pour en préciser véritablement les principes, en leur consacrant enfin un livre entier. Et encore celui-ci sera-t-il publié à titre posthume, six mois après sa mort. L'histoire commence en 1863, sous le Second Empire. L'Académie des Beaux-Arts contrôle alors toute la vie artistique française, par l'attribution du Prix de Rome et la sélection ou non au Salon annuel, qui font et défont les carrières. Cette même année, sur les 5 000 œuvres présentées au jury, 3 000 sont rejetées. Pour apaiser l'intense frustration générée par ces rejets, Napoléon « le petit » crée par décret le Salon des Refusés. Avec sa grande toile *Le Retour de la conférence*, Gustave Courbet (1819-1877) va frapper très fort. Elle représente des curés repus, avinés et complètement hilares, dont l'un, le plus âgé, est carrément assis sur un âne. Le tableau n'est pas seulement refoulé par le jury du Salon officiel, il l'est également par celui du Salon des Refusés, au motif qu'il attente à la morale religieuse. Il est à noter qu'il sera d'ailleurs acheté par de « vertueux » catholiques pour être détruit, si bien qu'il ne nous en reste que des reproductions. Pas si mécontent de cette publicité gratuite, Courbet demande tout de même à son ami Proudhon d'écrire un article pour le défendre. Mais celui-ci va se prendre au jeu, et l'article devenir un livre, le fameux *Du Principe de l'art et de sa destination sociale*. Proudhon ne fait pas qu'y défendre Courbet, le prototype pour lui de l'artiste à la fois critique (ou social) et moderne, il avance des idées avant-gardistes en matière d'esthétique, et pose également les pierres de sa cité idéale, où les artistes auront toute leur place. Malheureusement, un peu à la manière de Platon dans sa République, il prône un art rigoureusement éducateur, tout entier au perfectionnement moral et physique du peuple, allant même jusqu'à évoquer l'exclusion



de la cité des artistes qui pratiqueraient d'abord pour eux-mêmes. « Il suit de là que l'art ne peut subsister en dehors de la vérité et de la justice, que la science et la morale sont ses chefs de file, qu'il n'en est même qu'un auxiliaire, que par conséquent sa première loi est le respect des mœurs et la rationalité... » La réponse d'Émile Zola (1840-1902) à ce moralisme un peu consternant est ironique et cinglante. Son article Proudhon et Courbet, publié dans le *Salut public* de Lyon, va même lancer sa carrière : « Je vois Proudhon, à la porte de sa cité future, inspectant chaque homme qui se présente, sondant son corps et son intelligence, puis l'étiquetant et lui donnant un numéro pour nom, une besogne pour vie et pour espérance. L'homme n'est plus qu'un infime manœuvre... » Ou, un peu plus loin : « Vous n'auriez pas dû les laisser entrer dans votre ville modèle. Ce sont (les artistes) des gens singuliers qui ne croient pas à l'égalité, qui ont l'étrange manie d'avoir un cœur, et qui poussent parfois la méchanceté jusqu'à avoir du génie. Ils vont troubler votre peuple, déranger vos idées de communauté, se refuser à vous et n'être qu'eux-mêmes... » L'on voit donc bien ici qu'en matière d'esthétique, c'est Zola qui est le plus proche de la sensibilité anarchiste si particulière de Kropotkine, alors que Proudhon est lui plus proche de Engels et de Marx, ce dernier le méprisant pourtant quelque peu, et répondant à sa Philosophie de la Misère par *Misère de la Philosophie*. Gustave Flaubert (1821-1880) va lui aussi répondre à Proudhon mais, malgré son génie littéraire, ses préjugés politiques le discréditent complètement. De plus, l'utilisation grossière des mots « latrines », « étron », « ordure » et de

l'expression « pignouferie socialiste » n'arrange pas ses affaires. Nous laisserons donc le mot de la fin, pour aujourd'hui, à Fernand Pelloutier (1867-1901). Si on ne présente plus l'infatigable animateur de la Fédération des Bourses du Travail, on connaît moins ses positions sur l'art et sur son utilité sociale. Pour lui, les artistes sont du peuple par la communauté des souffrances et des sentiments, mais aussi par une égale soif de révolte contre les iniquités, par une même aspiration à un état social où chaque être, ayant la possession de soi, trouvât la satisfaction de ses propres besoins dans la satisfaction des besoins de ses semblables : « Ils ne séparent point l'art du socialisme et, à l'encontre de ceux qui, affectant de considérer la foule comme inapte aux sensations intellectuelles, refusent d'écrire pour elle, ils veulent, au communisme du pain, ajouter le communisme des jouissances artistiques... De même que l'art bourgeois fait plus pour le maintien du régime capitaliste que toutes les autres forces sociales réunies : gouvernement, armée, police, magistrature, de même l'art social et révolutionnaire fera plus pour l'avènement du communisme libre que tous les actes de révolte inspirés à l'homme par l'excès de sa souffrance. Mais ce qui, mieux que les instinctives explosions de la fureur, peut conduire à la révolution sociale, c'est le façonnement des cerveaux au mépris des préjugés et des lois ; et ce façonnement, l'art seul l'opérera... »

Jean
Groupe Artracaille
de la Fédération anarchiste

Le Monde libertaire part à l'assaut !



UNE EXPÉRIENCE est lancée depuis maintenant plus d'un mois. Un hebdomadaire anarchiste gratuit est diffusé par les militants de la Fédération anarchiste !

Il s'agit, en fait, d'une déclinaison du Monde libertaire tel que vous le connaissez ; celle-ci présente, sur 8 pages, une sélection d'articles parus dans le numéro de la semaine, des informations relatives à la grille d'émissions de Radio libertaire, notre agenda militant... Surtout, *Le Monde libertaire* « gratuit » expose la Fédération anarchiste, ses idées, ses points de vue, ses outils – et notamment son Monde libertaire de 24 pages qu'il convient de faire connaître afin que la presse libre et anarchiste puisse vivre et se développer !

Nous parlons d'expérience... Celle-ci a été décidée à l'issue d'un congrès extraordinaire que la Fédération anarchiste a consacré exclusivement à la question du *Monde libertaire*.

L'un des plus vieux titres de la presse française, ce doyen des journaux anarchistes dans l'Hexagone, notre cher *Monde libertaire* est, comme vous le savez, en fâcheuse posture.

La refonte des tarifs imposée par Presstalis (la société qui distribue notre titre) a abouti à la situation suivante : la messagerie de presse empoche quasiment tout le produit des ventes de notre hebdomadaire en kiosque.

Malgré vos efforts, chers lecteurs et lectrices qui nous êtes restés fidèles malgré une augmentation significative du prix de vente de votre journal, notre situation reste fragile. Aujourd'hui, notre équilibre économique dépend uniquement de nos abonnés, des ventes de nos numéros hors série, les seuls à

nous rapporter un peu d'argent... et du soutien que vous nous témoignez grâce à la souscription permanente ouverte depuis quelques mois.

La qualité du *Monde libertaire* n'est pas en cause ; certes, rien n'est jamais acquis et nous avons encore des efforts à faire pour vous offrir un journal digne de l'idéal que nous portons en nos cœurs. Mais la stabilité de nos abonnements est le signe que *Le Monde libertaire* ne démerite pas.

Nos difficultés, nous les devons à Presstalis, entreprise capitaliste en restructuration continue depuis de nombreuses années. Nous avons évoqué les tarifs. Voyons maintenant la vie d'un journal révolutionnaire dans les points de vente. Qui dit petite diffusion, dit perte de visibilité. Vous êtes nombreux à nous écrire pour nous demander où acheter le *Monde libertaire* ; vous ne nous trouvez pas, soit parce que le marchand de journaux n'est pas approvisionné, soit parce que *Le Monde libertaire* est si mal présenté, derrière une poignée de journaux dont certains sont nos pires ennemis, qu'il faut bien de la persévérance pour enfin trouver l'hebd de la Fédération anarchiste !

Nous n'en voulons pas aux kiosquiers. Ils travaillent dur pour un salaire qui est loin de celui d'un patron de la presse bourgeoise.

Nous en voulons, en revanche, à la messagerie de presse qui favorise sans pudeur et sans scrupule les marchands de papier au détriment de la presse libre en général, et révolutionnaire en particulier.

Nous n'attendons rien d'eux !

Aussi, nous avons choisi d'opérer sur un autre terrain. Le nôtre, celui où nous sommes

à l'aise : la rue. Ainsi, chaque semaine, devant les bureaux, à la sortie des usines, dans les transports en commun, sur les marchés... les militantes et militants de la Fédération anarchiste distribuent le « *Monde libertaire* gratuit » aux passants, à ceux que nous ne connaissons pas et qui ne nous connaissent pas, à ceux qui n'ont peut-être jamais entendu parler de l'anarchisme (du moins, pas sérieusement), à ceux qui pourtant connaissent les mêmes difficultés quotidiennes, ces difficultés qui empoisonnent la vie de ceux qui n'ont rien, ou si peu comparé aux colossales fortunes qui étendent sur nous leur ombre.

Nous tâchons de gagner les cœurs et les esprits épris de liberté !

Et autant le dire tout de suite : les premiers retours de cette expérience en cours sont encourageants. Nous établissons des contacts. Nous réduisons les barrières dressées entre celles et ceux qui s'ignoraient et qui ont tant à partager. Ensemble, nous parlons d'anarchie. Un processus est en marche...

Alors, si vous aussi vous voulez joindre vos efforts aux nôtres et aider, en diffusant cette édition gratuite, à la propagation des idées libertaires, merci de nous contacter à l'adresse figurant ci-dessous.

En cette année qui annonce tant de mensonges électoraux et tant de désastres humains, c'est décidé : les anarchistes partent à l'assaut !

L'administration du Monde libertaire

145, rue Amelot, 75011 Paris
administration-ml@federation-anarchiste.org

Rencontres internationales de l'anarchisme à Saint-Imier

Présentation des conférences (suite)

Présentation de quelques conférences (2/2)

Élisée Reclus et la géographicit  libertaire

Présenté par Philippe Pelletier, géographe et militant de la Fédération anarchiste.

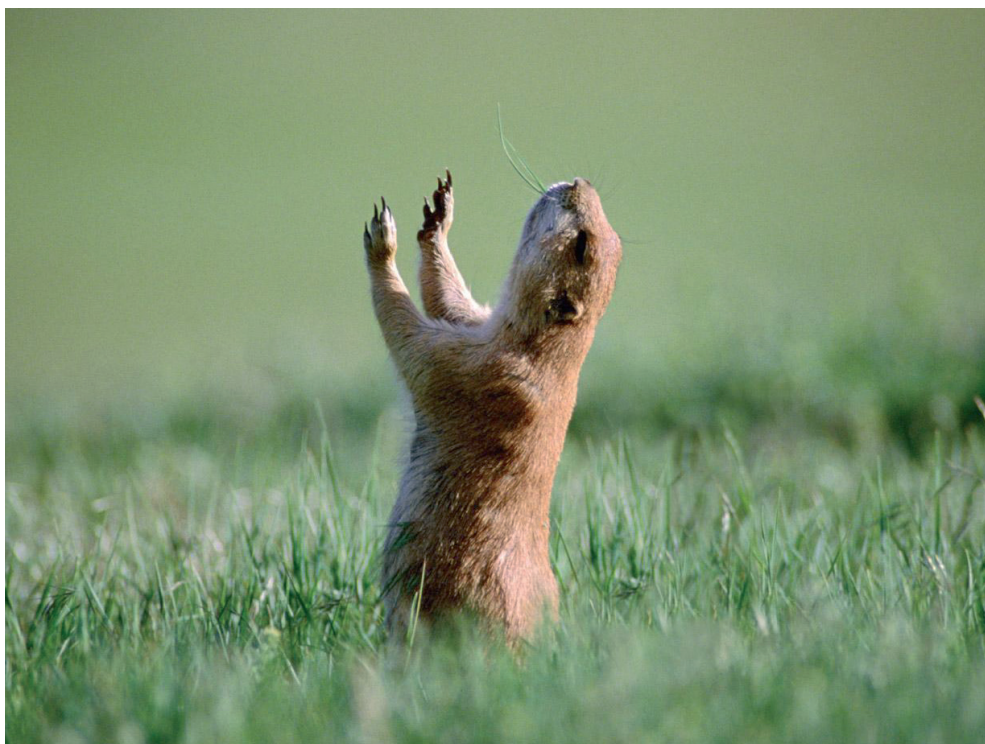
L'anarchie croise la géographie à plusieurs reprises chez les penseurs anarchistes, en particulier Élisée Reclus (1830-1905), mais aussi Pierre Kropotkine (1842-1921), Lev Metchnikoff (1838-1888) ou Charles Perron (1837-1909), ou d'autres encore proches du mouvement libertaire (Dragomanov, Geddes...).

Ce n'est pas seulement parce que ces anarchistes, comme les géographes de terrain, sont de grands voyageurs, contraints (l'exil politique) ou volontaires, et qu'ils ont une approche cosmopolitique du monde. C'est aussi le fruit d'une réflexion.

Ils refusent en effet la philosophie de l'histoire exposée par Hegel puis reprise par Marx et les marxistes qui postulent un cycle de modes de production avec sa fin programm e (la faillite inévitable du capitalisme et l'avènement garanti du communisme), sur fond de déterminisme politico-économique. Pour eux, l'évolution est ouverte, elle peut être caractérisée par le progrès, mais aussi par le r gr s, comme en témoigne la variété des sociétés sur Terre. Selon Reclus, «*la lutte des classes, la recherche de l'équilibre et la décision souveraine de l'individu, tels sont les trois ordres de faits que nous révèle l'étude de la géographie sociale*» (1905).

Les anarchistes géographes reprennent ainsi la sociologie élaborée par Proudhon («*Voulez-vous connaître l'homme, étudiez la société*») et par Bakounine («*La sociologie, c'est la science des lois générales qui président tous les développements de la société humaine*») en la plaçant dans l'espace. Car les êtres humains sont des habitants de la Terre et des lieux. Ils sont confrontés à leur milieu qu'ils aménagent sans cesse, qu'ils détruisent mais qu'ils construisent aussi. Leur géographie mélange à la fois la raison du développement économique, la passion esthétique des paysages et la corde harmonique avec la nature. Ainsi, «*l'homme est la nature prenant conscience d'elle-même*» (Reclus, 1905).

Cette géographie sociale doit permettre d'évaluer scientifiquement les ressources de la Terre et de répondre aux besoins humains, conformément aux aspirations universelles de justice et de liberté. Elle s'effectue sur la base du fédéralisme libertaire qui organise spatiale-



ment – territorialement, horizontalement – les collectivités de production, de consommation, d'habitation et d'association.

Sport et anarchisme

Présenté par Wally Rosell et Gabriel Khun.

Cette intervention n'a d'autre prétention que de rappeler que l'anarchisme se propose d'organiser la totalité de la société sur de nouvelles bases. La révolution désirée par les libertaires nécessite un individu conscient et préalablement formé aux pratiques autogestionnaires. Nous devons donc contribuer – dès maintenant –   mettre en place des pratiques différentes pour tous les aspects de la vie en société, y compris dans celles qui paraissent les plus futiles. C'est ce qu'Émile Pouget ou Juan Garcia Oliver appelait la gymnastique révolutionnaire : «*Construisons dès aujourd'hui des organismes de défense, de solidarité qui serviront demain de bases à la réorganisation sociale.*»

La question n'est pas de savoir si le sport et les libertaires ont des points communs car aussi loin que nous remontons dans la mémoire du mouvement ouvrier, sport et anarchisme n'ont cessé de cohabiter.

Le sport, dans sa forme moderne, naît en même temps que le capitalisme et que l'anarchisme. Les premiers clubs apparaissent

entre 1860 et 1880 et les masses ouvrières et populaires s'y précipitent sur tous les continents. La question qui se pose alors à toutes les tendances du mouvement ouvrier organisé est la suivante : le sport peut-il être un outil de libération (du corps) ? Un apprentissage des pratiques socialistes pour la classe ouvrière ? Un outil de luttes autogéré ? Bien évidemment les débats furent rudes (et ils le sont toujours), mais pas plus que les polémiques sur le positionnement des anarchistes par rapport aux organisations syndicales.

C'est parce que ces questions nous semblent toujours d'actualité que notre conférence retracera l'histoire des relations du sport (collectif) et de l'anarchisme populaire organisé, et explicitera en quoi le sport peut être une manière ludique pour le peuple de s'entraîner à des relations individu/société (individualité-actions collective-entraide) débarrassées du pouvoir, de l'argent et d'une morale castratrice. Enfin, nous dresserons un état des lieux des très nombreuses initiatives de football autogéré, antiraciste, antisexiste, etc., mises en œuvre sur tous les continents par des libertaires et autres alternatifs.

Le comité d'organisation



Quelques rendez-vous à ne pas manquer sur le 89.4 Mhz

Jeudi 23 février

Chronique hebdo (10 heures). Invité Franck Poupeau, responsable de l'édition des cours du Collège de France de Pierre Bourdieu, de 1989 à 1992, sur l'État.

De rimes et de notes (12 heures) Francesca Solleville pour la sortie de son dernier disque.

Si vis pacem (18 heures) Démilitariser le Proche-Orient.

Entre chiens et loups (20 h 30) Émission du groupe Anartiste. La peinture de Robert Combas est-elle un figuration libre? Collectif d'expression artistique et libertaire.

Vendredi 24 février

For a Few Sixties More (09 h 30) Musique jamaïcaine des années soixante.

Les oreilles libres (14 h 30) Émission autour de Jean Pierre Bouyxou, avec la diffusion du document *Le machisme dans le cinéma X* sur la phallocratie courante au sein de la pornographie industrielle.

Do you hack me? (16 heures) Le hacking sous toutes ses formes.

La grenouille noire (21 heures) Émission écolo-libertaire.

Samedi 25 février

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures).

Chronique syndicale (11 h 30).

Chroniques rebelles (13 h 30).

Bulles noires (17 heures) Romain Slocombe pour son dernier roman noir publié chez Fayard noir: *Shanghai connection*.

Dimanche 26 février

Tempête sur les planches (14 h 00) Avec de nouvelles têtes dans la danse contemporaine en Tunisie et au Congo (RDC). Peut-on danser la révolution du Jasmin? Les artistes ont-ils le droit à la parole à Kinshasa?

Restons éveillés! (00 heure) Libre antenne.

Lundi 27 février

Les Enfants de Cayenne (09 heures) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Trous noirs (16 heures) Luttés sociales: Aziz participe activement aux grèves et révoltes populaires en Tunisie, il soutient les pratiques autogestionnaires et est l'un des initiateurs d'un mouvement libertaire qui s'étend aussi en Égypte et en Syrie.

Mardi 28 février

Idéaux et débats (18 heures) Michèle Gazier pour *L'homme à la canne grise* (Seuil). Nous diffuserons un entretien réalisé en janvier avec Jean-Baptiste Gendarme pour *Un éclat minuscule* (Gallimard).

Paroles d'associations (19 h 30) Mobil'douche met en place des services d'hygiène mobiles à destination des personnes sans-abri et mal-logées; avec Ranzika (une des fondatrices).

Radio Libertaria (20 h 30) Sévices Publics (CNT Énergie). William, historien médiéviste, fera une comparaison de la politique du Moyen-Âge avec ce que nous avons actuellement.

Mercredi 29 février

Blues en liberté (10 h 30) John Lee Hooker, blues omniprésent.

Femmes libres (18 h 30) Laetitia Guedon, directrice artistique pour le Festival au féminin de la Goutte d'Or (9e édition, du 1er au 8 mars) et Marie Hélène Le Ny pour l'exposition *On ne naît pas femme, on le devient* (mairie du 11e, 8, rue de la Banque).

Ras les murs (20 h 30) Lecture du courrier des prisonniers. Situation actuelle de la prison et de la justice.

Jeudi 1er mars

Chronique hebdo (10 heures) Pierre Rimbart, un des scénaristes du film *Les nouveaux chiens de garde*, de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat.

Si vis pacem (18 heures) Contes et chansons non-militaristes par le Gérant du Rare.

Vendredi 2 mars

Art brut (14 h 30) L'émission recevra Laurent Danchin, commissaire de l'exposition Marcel Storr, bâtisseur visionnaire, jusqu'au 31 mars au Pavillon Carré-Baudoin, Paris XXe.

Souscription soutien au Monde libertaire

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

Décembre 2011

Mme C. Camus (84) : 150 €

M. G. Ferrie (34) : 100 €

M. O. Fayel (69) : 20 €

M. R. Callemard (22) : 100 €

Mme S. Carrez (internet) : 30 €

M. H. Bruyeres (81) : 300 €

Mme P. Bes (67) : 50 €

M. J. Serrat et Mme F. Crespin (91) : 50 €

M. J. Broga (22) : 70 €

M. E. Bonnet (44) : 40 €

M. R. Care (53) : 50 €

M. J. Grégoire (83) : 100 €

M. J. Rat (86) : 15 €

M. E. Hazard (59) : 18,75 €

Mme P. Le Pallec (internet) : 5 €

M. R. Blachier (internet) : 5 €

TOTAL : 1103,75 €

Merci! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du Monde libertaire! Faites connaître notre journal autour de vous! Lisez-le et faites-le lire! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étagères! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste!

L'administration du Monde libertaire

Jeudi 23 février

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra Thierry Bourcy, auteur d'une série policière ayant pour cadre la guerre de 14-18, où il fait évoluer Célestin Louise, flic et soldat. Dernier ouvrage paru *Le gendarme scalpé* (Nouveau Monde éditions/Folio policier). À la Bibliothèque sociale, Athénée libertaire 8, rue de Fouquerolles. Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dînatoire.

Vendredi 24 février

Paris XI^e

19h30. *Les lascars du LEP électronique* (documentaire). Hiver 1986, manifestation contre la loi Devaquet, les élèves du LEP électronique se mettent en grève. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire.

Paris XIX^e

20 heures. Concert organisé par Larsen Rock avec The Angry Cats, Steve Hooker Trio (Blues Rockabilly – UK) et Bouton Rouge (Garage rock – Paris). À la Péniche Demoiselle, 57, quai de Seine.

Samedi 25 février

Rennes (35)

18 heures. Projection de *Viva Mexico* (N. Defossé, 2010, 120mn). Organisé par le groupe La Digne Rage (Fédération anarchiste de Rennes). Dans un voyage des montagnes du sud-est mexicain jusqu'à la frontière nord avec les États-Unis, le sous-commandant Marcos et le peuple du Mexique dessinent le visage oublié d'un pays. À La cour des Miracles, 18, rue Penhoët. Métro Sainte-Anne.

Du nouveau à la Fédération anarchiste

Un nouveau groupe de la Fédération anarchiste est présent à Elbeuf dans l'agglomération rouennaise. Vous pouvez le contacter par courriel à l'adresse elbeuf@federation-anarchiste.org ou par voie postale à :

Groupe d'Elbeuf
c/o Librairie l'Insoumise
128, rue Saint-Hilaire
76000 Rouen

Paris XI^e

16 heures. Rencontre-débat avec Marie-Claire Calmus autour de ses deux derniers essais : *Dures Procédures* et *Le Symbolisme au Quotidien* (éditions Rafaël de Surtis, 2011 et 2012) à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Vendredi 2 mars

Paris XI^e

19h30. L'ai-je bien lu ? Les soirées lecture de la librairie du Monde libertaire. Thème du jour : Gratter la croûte jusqu'au sang. Pikékou et Robert de l'émission Arracaille et quelques autres viendront discuter avec vous de ce bouquin qu'ils ont lu et aimé : *L'intranquille* de Gérard Garouste et Judith Perrignon. 145, rue Amelot. Métros République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire.

Samedi 3 mars

Le Mans (72)

16 heures. Le groupe Lairial organise un café libertaire : analyse libertaire des propositions électorales. Exposé, débat. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Le Pontet (84)

14h30. Rassemblement devant la prison à l'appel du Stics CNT 84 et du groupe Lucy-Parsons de la CGA : 15^e suicide dans la prison du Pontet, assez de morts en prison !

Jeudi 8 mars

Avignon (84)

20 heures. À quoi sert la prison ? Projection : *Qui prier pour oublier ?* suivi d'un débat en présence du réalisateur Ekin Ercan, de deux des protagonistes du film : Marc Sluse (ex-détenu), Jean-Marc Mahy (ex-détenu-éduc'acteur-militant) et d'Alain Cangina (ex-détenu-conteneur-militant). Salle de l'antichambre de la mairie d'Avignon.

Samedi 10 mars

Rennes (35)

20 heures. Concert avec Les Slugs (punk-rock, Belgique), Haymarket (anarcho-punk, Nantes) et The Flue Sniffers (anarcho-punk – GBZH). Organisé par General Strike et Happy Culture. PAF 3 euros. Au bar La Paillote, 18, rue Saint-Michel.

Paris XI^e

16h30. Caroline Granier pour la réédition de *Aline-Ali* d'André Léo paru en 1869. Ce livre d'une étrange actualité

peut être considéré comme l'un des premiers ouvrages féministes abordant la notion de genres. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Dimanche 11 mars

Entre Lyon (69) et Avignon (84)

13h30. À l'appel du Réseau Sortir du nucléaire et des habitants de la vallée du Rhône, la région la plus nucléarisée d'Europe, organisation d'une grande chaîne humaine entre Lyon et Avignon chainehumaine.org/Informations-pratiques. contact@chainehumaine.org

Jeudi 29 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra à la Bibliothèque sociale Evelyn Mesquida et Serge Utgé Royo pour l'ouvrage *La Nueve, ces républicains espagnols qui ont libéré Paris* (Cherche-Midi, 2011). Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dînatoire, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

Jeudi 19 avril

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra Jacques Colombat auteur de *Alexandre Jacob, le forçat intraitable* (éditions Riveneuve, février 2012). Jacques est aussi réalisateur de films. Président de l'association Les Amis de Georges Brassens, il faisait partie de la chorale qui a chanté *Hécatombe* le 18 juin dernier devant la préfecture de police de Paris. Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dînatoire. Bibliothèque sociale, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

Les soirées lecture de la librairie du Monde libertaire

Après la librairie... c'est encore la librairie !



Vendredi 2 mars
à partir de 19 H 30

Thème du jour :

**Gratter la croûte
jusqu'au sang**

Pikékou, Robert
et quelques autres
viendront discuter
avec vous de ce bouquin
qu'ils ont lu et aimé :

L'intranquille
de Gérard Garouste
et Judith Perrignon

145 rue Amelot, 75011 Paris, métro République, Oberkampf, Filles du Calvaire.

Ouverte du lundi au vendredi de 14 H à 19 H 30 et le samedi de 10 H à 19 H 30